

(N° 146)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 FÉVRIER 1923.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE DE L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. DAVID.

MESSIEURS,

Le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre augmente chaque année énormément. En 1922, il atteignait 23 milliards. Il est tout près de 28 milliards pour 1923.

A la vérité, on peut dire que cette majoration est due tout entière au développement que prend le service des chèques postaux. L'article 112 du Budget, en effet, relatif à ce service, passe de 20 à 25 milliards d'une année à l'autre.

Nous donnons en annexe (3) quelques renseignements statistiques relatifs au Département des Postes, qui expliquent les variations de chiffres de cet article du Budget, ainsi que de quelques autres, moins importants.

* * *

Bornons-nous à rappeler ici deux questions d'ordre général dont s'occupait le rapport de 1922.

La première a trait au nouveau Fonds des Communes. La seconde se rattache à la modification du Budget des Chemins de fer.

Toutes deux soulèvent des problèmes de droit budgétaire et de comptabilité administrative sur lesquels la Commission a exprimé l'an dernier son avis.

En ce qui concerne la première de ces deux questions (Fonds des Communes

(1) Budget n° 4-XX.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

a) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. MECHELINCK, président; HALLET, HOUTART, vice-présidents; CARLIER, DAVID, secrétaires; BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Auguste), DONNAY, OZERAYE, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

b) *Six membres nommés par les Sections* : MM. LAMBORELÉE, DE MONTPELLIER, HOUTART, DE LIEDEKERKE, PONCELET et COUSOT.

Voir Annexe I.

et art. 9 et 90 du Budget pour ordre), nous indiquons ci-dessous la solution donnée par le Département des Finances :

Le Gouvernement percevait jadis :

1° Pour compte des provinces et des communes, des additionnels aux contributions directes et diverses autres taxes;

2° Pour compte des communes, seules, des quotes-parts de divers droits et impôts, lesquelles étaient versées au Fonds communal et au Fonds spécial, pour être ensuite réparties entre les intéressées.

Toutes ces sommes figuraient en recette et en dépense au Budget pour ordre.

Aujourd'hui, la situation est modifiée :

a) Le Gouvernement perçoit, puis reverse directement aux provinces et aux communes des quotes-parts de certains impôts directs;

b) Il perçoit pour compte des provinces et des communes des additionnels sur certains impôts directs, ainsi que des taxes pour les provinces, qu'il reverse sans intermédiaire aux intéressées;

c) Il verse au Fonds des communes, créé en 1922, un remplacement du Fonds communal et du Fonds spécial supprimés :

1° Une somme globale, forfaitaire et croissante chaque année;

2° Une part de la taxe professionnelle retenue à la source sur les traitements, salaires et pensions.

* * *

Comment le Budget de 1923 traduit-il la situation actuelle au point de vue comptabilité ?

La note à l'appui des évaluations nous donne les renseignements que voici :

1° Les parts brutes revenant aux provinces et aux communes dans le produit des impôts céduleaires et de la taxe sur les spectacles ne passent pas par le Budget pour ordre.

Elles sont comprises, en recette, dans les sommes inscrites aux Voies et Moyens.

En dépense, elles figurent au Budget des Non-Valeurs et Remboursements;

2° Du fonds communal et du fonds spécial, supprimés, il n'est et ne sera plus question.

Provisoirement, cependant, la réserve du fonds communal reste inscrite au Budget pour ordre, et elle y restera tant qu'elle ne sera pas partagée.

Elle l'augmentera, en recette, de ce qui pourra encore rentrer du chef des impôts sur les bénéfices de guerre et sur les bénéfices exceptionnels, conformément à l'article 9, § 2, de la loi du 16 septembre 1922. (Voir *Moniteur Belge* du 22 et 23 septembre 1922.)

Quant au fonds des communes, fonds nouveau créé en remplacement des deux fonds ci-dessus, il ne figurera pas au Budget pour ordre :

a) La somme forfaitaire que le Gouvernement y versera désormais étant prise sur les ressources générales de l'État, ne peut faire l'objet que d'un article de dépense. Cet article est inscrit au Budget des Non-Valeurs et Remboursements.

b) La part attribuée aux communes dans la taxe professionnelle retenue à la somme sur les traitements, salaires et pensions, est comprise, en recette, dans l'article du Budget des Voies et Moyens relatif à la dite taxe.

En dépense, elle figure au Budget des Non-Valeurs et Remboursements.

3^e Restent les additionnels provinciaux et communaux, ainsi que les taxes provinciales.

Ceux-ci continuent à figurer au Budget pour ordre (voir art. 9 et 90) en recette et en dépense.

* * *

Quelques remarques de détail nous paraissent ici nécessaires.

Lors de la discussion de la loi instituant le nouveaux Fonds des communes, lequel remplace le Fonds communal et le Fonds spécial supprimés, il avait été entendu que moyennant le prélèvement de 100 millions pour les ressources générales du Trésor, les quotes-parts revenant aux communes dans le produit des droits de douanes et accises, et dans celui des postes, seraient désormais attribués à l'État.

Or, il est une source de revenus de l'ancien Fonds spécial sur laquelle il n'a pas été statué expressément, et qu'on a voulu laisser aux communes.

Nous voulons parler des deux dixièmes de la taxe sur certains hippodromes et champs de courses attribués au dit Fonds spécial par la loi du 28 février 1920. Il semblerait donc que ces sommes dussent être attribués au Fonds des communes.

Mais, contrairement aux intentions formellement exprimées l'article 9 de la loi du 16 juillet 1922 a été rédigé en des termes si généraux que l'attribution de ces sommes à l'État s'impose.

Voici, en effet, comment cet article s'exprime :

« Les produits qui alimentaient le Fonds communal et le Fonds spécial sont perçus au profit de l'État, sauf... »

Les deux dixièmes dont nous parlons n'étant pas compris dans l'exception doivent donc faire retour à l'État.

Nous mentionnons ce détail, afin que, dans les futures éditions de la loi du 28 février 1920, les cinq derniers mots de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, soient modifiés en conséquence.

Il faudrait donc lire, au lieu de : « les deux dixièmes sont attribués au Fonds spécial des communes », les mots suivants : « les deux dixièmes sont attribués à l'État ».

* * *

La seconde question dont s'est occupée la Commission est relative au titre II « Dépenses sur ressources spéciales ».

Bien que les recettes et les dépenses de ce titre soient de peu d'importance au regard de celles figurant au titre I (200 millions contre plus de 27 milliards), la Commission a tenu, comme en 1922, à les examiner spécialement, parce qu'il s'agit non pas de fonds de tiers, mais bien de fonds de l'État lui-même, que l'application des règles relatives au Budget pour ordre soustrait au régime ordinaire des budgets de dépenses.

En effet, la comptabilité des fonds pour ordre est tenue par gestion et non par exercice⁽¹⁾.

En outre, à la fin de chaque année, ceux de ces fonds restés disponibles sont reportés au budget de l'année suivante en y conservant l'affectation qui leur était donnée précédemment⁽²⁾.

En vertu de la jurisprudence administrative, on peut, en tout temps, imputer à charge de ces fonds des créances nées pendant les années antérieures, sauf application de la prescription quinquennale⁽³⁾.

Enfin, il est permis de mandater indifféremment sur ces fonds des dépenses de matériel ou de personnel.

Il y a là, pour un ministre, des facilités telles, qu'elles pourraient rendre illusoires les garanties que le Parlement trouve dans le vote des articles du budget ordinaire. Cela pourrait devenir la négation même du budget.

Au surplus, cela paraît tout à fait contraire à l'article 16 de la loi sur la comptabilité de l'État, lequel dispose que « les ministres ne peuvent accroître par aucune ressource particulière le montant des crédits affectés aux dépenses de leurs services respectifs ».

Que fait, en effet, un ministre, sinon se créer des ressources particulières, lorsqu'il vend des billes de chemins de fer, des rails hors d'usage, et qu'il en inscrit le montant au Budget pour ordre, de façon à en disposer comme nous le disons ci-dessus, c'est-à-dire en dehors des règles normales d'imputation.

Aussi, la Commission a constaté avec une réelle satisfaction la suppression de dix-huit articles relatifs aux fonds de remplacement du Département des Chemins de fer, et leur transfert au budget ordinaire.

Cette modification, qui répond aux désiderata exprimés l'an dernier, n'est pas négligeable : il s'agit d'environ 47 millions.

* * *

Jusqu'en 1914, chaque année, les opérations faites sur chacun des postes du Budget pour ordre, en recettes et en dépenses, étaient colligées et signalées dans les Cahiers d'observations de la Cour des Comptes. Les soldes étaient également arrêtés.

Depuis la guerre, les comptes des opérations effectuées sont toujours tenus régulièrement.

Mais il n'est plus possible de connaître les soldes à ce jour, faute d'un certain nombre de chiffres relatifs à la période de guerre. Il y a eu une interruption.

La Commission a insisté, néanmoins, pour que les comptes provisoires fussent publiés, même sans les soldes, et a obtenu l'intéressant tableau publié ci-après en annexe⁽⁴⁾.

Il contient en regard des prévisions, les recettes et les dépenses réellement faites pendant les douze mois de 1921. Nous n'en ferons pas l'analyse, mais nous tenons cependant à indiquer les différences énormes entre certaines prévisions et la réalité.

(1) Arrêté royal du 10 décembre 1868 (art. 119 et 120).

(2) Loi du 15 mai 1846 (art. 31).

(3) Loi du 15 mai 1846 (art. 34 et 35).

(4) Voir Annexe II.

Par exemple, à l'article 100, il avait été prévu $4 \frac{1}{2}$ milliards au service des chèques et virements postaux.

Or, les recettes ont atteint fr. 27,935,545,978 46
et les décaissements 27,598,091,298 02

la différence, soit. , fr. 337,454,680 44

restant provisoirement dans les caisses de l'État jusqu'à ce qu'il en soit disposé par les ayants droit.

Par contre, à l'article 96, « Encaissement et paiement de quittances pour compte de tiers », un poste de 600 millions de francs est inscrit au Budget.

Les recettes ont été de fr. 222,744,306 29
et les décaissements de 225,683,304 52

Une constatation analogue peut se faire en ce qui concerne les mandats et bons postaux.

Les conclusions à tirer de ces chiffres s'imposent d'elles-mêmes et il nous paraît inutile de nous y attarder.

En ce qui concerne le titre II, « Dépenses sur ressources spéciales », et notamment en ce qui concerne les fonds de remplacement, les différences entre le chapitre recettes et le chapitre dépenses ont, on le sait, une importance beaucoup plus grande.

Aux articles 124, 125 et 126 figure une recette de plus de 25 millions contre 400,000 francs de dépenses (Vente et remplacement de matériaux, Affaires économiques). De même, aux articles 127 à 132 (Ministère de l'Agriculture), il n'y a guère que 450,000 francs de dépenses contre plus d'un million de recettes. D'autre part, on remarque aux articles relatifs au Département du Chemin de fer une situation différente.

Pour les articles 150 à 155, les prévisions étaient de 6,265,000 francs.

Les recettes ont atteint fr. 16,915,613 43
et les dépenses 20,520,718 42

Rappelons que pour 1923 ces dépenses ont émigré du Budget pour ordre à celui des Chemins de fer, ce qui nous paraît à la fois conforme au droit budgétaire et aux règles d'une bonne comptabilité industrielle.

Les articles 166 à 175 relatifs à la Défense nationale indiquent également 3 millions de dépenses en plus que les recettes (fr. 34,422,503.61 de dépenses, fr. 31,504,327.94 de recettes).

* * *

Diverses questions ont été posées.

Nous indiquons ci-dessous les réponses parvenues.

Question.

Les articles 80 et 81 du Budget de 1922 ont disparu. — Fonds de report pour les sucre et taxe d'exportation.

La Commission désirerait savoir quelles opérations ont été faites sur les sucre et notamment :

- 1° Quantités totales de sucre produites en 1920-1921;
- 2° Quantités consommées dans le pays. Prix et frais;
- 3° Quantités exportées. Prix et frais;
- 4° Comment ont été couverts les déficits.

Réponse.

1° La production totale des fabriques de sucre pendant la campagne 1920-1921, a été de :

Sucre brut	kilogrammes.	126,750,000
Sucre cristallisé		102,230,000
	Soit ensemble	228,980,000

De cette quantité il y lieu de déduire le sucre provenant du travail de betteraves exotiques, lequel a dû être obligatoirement exporté par les fabricants, soit :

Sucre brut	kgr.	1,600,000
Sucre cristallisé		27,880,000
	Soit un disponible de	29,480,000

2° et 3° Le sucre destiné à la consommation intérieure a été cédé par les fabricants aux négociants et industriels aux prix fixés par l'arrêté du 4 novembre 1920, sans autre intervention du Gouvernement que celle résultant de l'application de l'article 3 de l'arrêté susmentionné (taxe et fonds de report).

La quantité s'en établit en déduisant du chiffre ci-dessus :

a) Exportations faites par les soins du Gouvernement :

Sucre brut	kgr.	12,030,000
Sucre cristallisé		34,460,000
	46,590,000	

b) Sucre contenu dans les produits exportés par les industriels :

1) Moyennant paiement de taxes d'exportation	kgr.	5,660,000
2) Librement		2,820,000
3) Grâce à l'octroi de ristournes compensatoires		18,213,000
	26,693,000	
Total exporté		73,283,000
Resté dans le pays	kgr.	126,217,000

tant pour la consommation directe que pour les besoins des industries travaillant le sucre.

Les sucres vendus à l'exportation par le Département du Ravitaillement ont réalisé des prix variant de 270 francs à 140 francs les 100 kilogrammes pour le sucre cristallisé et 170 francs à fr. 84.75 pour le sucre brut base 88°.

Dans un cas comme dans l'autre, les frais assumés par le Département du Ravitaillement ont atteint une moyenne de 3 francs les 100 kilogrammes.

4^e Les déficits sur les exportations de sucres sont couverts :

a) Par les recettes versées aux comptes « Fonds de tiers » créés par les arrêtés des 4 novembre et 23 décembre 1920 ;

b) Par imputation à charge de l'article 4 du Budget du Ravitaillement de 1921.

Le Parlement a autorisé cette imputation à concurrence de trente (30) millions de francs.

A la même question, le Département de l'Industrie et du Travail a fourni quelques renseignements complémentaires au sujet de la production, de la consommation des sucres ainsi que du régime des accises. Ils sont reproduits ci-après :

1. — *Production et consommation.*

Campagne 1920 - 1921.

PRODUCTION :

Sucres bruts.	127,751,620 kilogrammes.
Cristallisés	102,238,270 id.
TOTAL	229,989,890 kilogrammes.

CONSOMMATION :

Sucres bruts.	708,425 kilogrammes.
Cristallisés	42,703,058 id.
Candis	2,678,753 id.
En pains, en morceaux, etc .	53,371,007 id.
Cassonades ou vergeoises .	45,244,191 id.
TOTAL	114,705,434 kilogrammes.

2. — *Accises.*

Campagne 1918-1919.

Taxe de compensation. — Arrêté ministériel du 25 février 1919 (*Moniteur*, p. 850).

(MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DU RAVITAILLEMENT.)

L'article 2 de cet arrêté a établi une taxe de *compensation* de 10 francs ⁽¹⁾ par

⁽¹⁾ Le taux de cette taxe a été réduit à 5 francs à partir du 1^{er} mai 1919.

100 kilogrammes de sures cristallisés, de sures raffinés et de vergeoises, provenant de la campagne 1918-1919.

Le produit de cette taxe était destiné à compenser les pertes ayant pu résulter de la fixation de prix officiels pour certaines fabriques de sucre dont le travail a été entravé par des faits de guerre.

Aux termes du dernier alinéa de l'article 2 précité.

D'après les renseignements fournis par le Département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, l'excédent non réparti s'élèverait à environ à 4,798,000 francs.

Il ne pourrait, le cas échéant, être disposé de cette somme qu'en vertu d'un nouvel arrêté.

Campagne 1919-1920.

Taxe de compensation. — Arrêté ministériel du 5 novembre 1919
(*Moniteur*, n° 319).

L'article premier de cet arrêté a établi une taxe de *compensation* sur les sures indigènes provenant de la campagne 1919-1920 et s'élevant à :

- a) 25 francs par 100 kilogrammes pour les sures cristallisés et les vergeoises;
- b) 18 francs par 100 kilogrammes pour les sures raffinés.

Cette taxe a été instituée en vue d'éviter une majoration des prix « dans le cas où des sures auraient dû être importés pour compenser le déficit de la production indigène ».

Les sommes perçues ont été portées en recette *définitive au profit de l'Etat*, en exécution de l'article 1^{er}, § 2, 2^e alinéa, de l'arrêté du 5 novembre 1919.

Par un arrêté subséquent (24 juillet 1920), les taux de la taxe ont été réduits à :

- a) 15 francs par 100 kilogrammes pour les sures cristallisés et les vergeoises;
- b) 8 francs par 100 kilogrammes pour les sures raffinés.

Le produit de cette taxe s'élève d'après l'Office du Ravitaillement, à environ 18 millions de francs.

La perception ayant été faite à titre définitif, il ne peut plus être disposé de cette somme.

Campagne 1920-1921.

Taxe de report. — Arrêté ministériel du 4 novembre 1920 (*Moniteur*, n° 311).

En vertu de l'article 3 de cet arrêté, les sures cristallisés et raffinés, fabriqués pendant la campagne 1920-1921, sont passibles d'une taxe de 6 francs par 100 kilogrammes, destinée à alimenter un *fonds de report* « en vue de dédommager les fabricants ou raffineurs des frais résultant de la conservation des sures ».

L'excédent éventuel sera porté en recette au profit du Trésor.

Taxe d'exportation des sucre. — Arrêté royal du 23 décembre 1920
(Moniteur du 24 décembre 1920).

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 23 décembre 1920, l'obtention d'une licence d'exportation de sucre est subordonnée au paiement d'une taxe dont le montant, par 100 kilogrammes, est basé sur la différence entre le prix du sucre sur le marché mondial et le prix à l'intérieur du pays.

Le produit de cette taxe et le bénéfice éventuel réalisé par le Gouvernement sur les exportations de sucre, sont portés en recette *au profit de tiers*, sous la rubrique *Taxe d'exportation des sucre*.

Sont imputés sur le dit produit :

- a) Le déficit éventuel du fonds de report (voir arrêté du 5 novembre 1920);
- b) La perte occasionnée par l'exportation des sucre (arrêté du 22 février 1921).

L'excédent disponible sera porté ultérieurement en recette définitive au profit du Trésor. Mais il est à présumer que les recettes effectuées jusqu'ici ne suffiront pas à compenser les pertes (voir note relative au régime des sucre).

* * *

Caisse de Remplacement.

Le Cahier d'observations de la Cour des Comptes (séance du 1^{er} juin 1920, Chambre des Représentants) établit comme il suit la situation de la Caisse de Remplacement au 31 décembre 1913 :

ART. 34. — *Caisse de Remplacement.*

Excédent au 1 ^{er} janvier 1913	fr. 2,883,261 82
<i>Recettes : Opérations de l'année 1913</i>	<i>5,000,435 75</i>
	<hr/>
	fr. 7,883,697 57
<i>Dépenses : Opérations de l'année 1913</i>	<i>7,836,469 13</i>
	<hr/>
Solde dont le Trésor demeure débiteur au 31 décembre 1913.	fr. 47,228 44

Au projet de Budget pour 1923 (art. 33) les prévisions des recettes et des dépenses pour la Caisse de Remplacement sont évaluées à 3 millions de francs. Étant donnés ces chiffres, la Commission avait posé la question suivante :

Question.

Quel immeuble occupe le Service de la Caisse de Remplacement?
Combien d'employés et fonctionnaires y sont attachés?
Et quand la liquidation de cette Caisse pourra être terminée?

Réponse.

Le Service de la Caisse de Remplacement est installé dans le bâtiment de l'Administration centrale, rue de Louvain, 1, où il est rattaché au Service de la Comptabilité générale et du Budget.

Le personnel y attaché comprend : un sous-chef de bureau et un commis d'ordre.

Au 1^{er} mai 1921, il y avait encore 1,289 comptes de volontaires avec prime à liquider.

Au 1^{er} mars 1922, il en restait 947 et, au 15 janvier 1923, 633.

Pour apprécier ces chiffres, il y a lieu de tenir compte des difficultés que présentent ces liquidations, dont la plupart sont des successions de sommes délaissées par des volontaires avec prime, décédés au cours de la guerre. La recherche des ayants droit, la lenteur qu'apportent ceux-ci dans la production des pièces de notoriété rendent les opérations très laborieuses.

Néanmoins, il est vraisemblable que la liquidation pourra être terminée dans un délai de un an à dix-huit mois.

* * *

Administration des Chemins de fer.*Comptes pour ordre.*

A une question posée par la Commission, M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes a fourni la réponse suivante :

« La somme de 59 millions de francs inscrite à l'article 104 du Budget pour ordre de 1923 représente le montant des arrhes, provisions, etc., versées par les expéditeurs dans les caisses des stations en attendant leur affectation dans la comptabilité ou leur remboursement.

Exemple : Un particulier désire payer les frais de transport, vers une station étrangère, d'un envoi qu'il n'est pas possible de tarifer au départ. Le bureau de départ exige une provision et fait accompagner le transport d'un bulletin sur lequel seront inscrits tous les frais jusqu'à destination. »

* * *

Loi sur les accidents du travail.*Cautionnements à verser par les établissements d'assurance agréés.***Question.**

L'article 3 du Budget pour ordre de 1922 a disparu dans le Budget de 1923:

Cautionnements versés en numéraire par application de la loi sur les accidents de travail.

Pourquoi ? De quels cautionnements s'agit-il ?

Réponse.

La loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ainsi que les arrêtés d'exécution relatifs à la dite loi prévoient le dépôt de cautionnement pour les établissements d'assurance agréés ainsi que pour les chefs d'entreprises dispensés de contribuer au fonds de garantie. Les dispositions réglementaires stipulent que les dits cautionnements peuvent être fournis soit en numéraire, soit en titres qui sont spécifiés par les dispositions susvisées. Une société dispensée de contribuer au fonds de garantie, avait versé un cautionnement de 250,000 francs en numéraire. A la suite de la revision générale des cautionnements, nécessitée par les circonstances économiques, le dit cautionnement a été porté au cours de l'exercice 1921 à la somme de 500,000 francs.

La régularisation du cautionnement devait se faire au cours de l'année 1922. A ce moment la société en question a préféré pour une question de taux d'intérêt, retirer les 250,000 francs de numéraire, et fournir son cautionnement de 500,000 francs entièrement en titres de la dette publique belge.

Le Rapporteur,

DAVID.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

(14)

ANNEXE.

1^o Chèques et virements postaux.

Le service des *chèques et virements postaux* a pris, depuis l'armistice, un développement considérable, ainsi qu'en témoignent les chiffres ci-après :

Années.	Nombre d'affiliés.	Inscriptions aux comptes (versements, virements, chèques, etc.).	
		Nombre.	Montant.
1919	15,463	3,316,000	7,937,700,000
1920	35,610	9,460,000	34,229,600,000
1921	63,514	15,948,000	55,732,500,000
1922	93,726	21,900,000	72,382,500,000

Les virements et autres opérations sans emploi de signes monétaires, représentent, en 1922, environ 82 % du total susindiqué pour cet exercice.

L'avoir des affiliés depuis janvier 1919 (fin du mois) est mentionné dans le tableau ci-après :

	1919	1920	1921	1922	1923
Janvier . .	28,375,453 45	438,159,881 71	383,179,268 45	716,258,588 86	855,548,404 28
Février . .	31,175,969 87	178,992,134 77	472,963,073 98	781,702,868 10	816,810,987 50
Mars . . .	38,802,393 01	182,646,453 66	506,808,193 92	813,444,634 72	
Avril . . .	50,446,064 63	217,407,175 29	552,381,966 38	778,111,653 79	
Mai . . .	61,775,491 34	215,836,169 69	567,622,790 56	784,486,126 75	
Juin . . .	68,664,187 48	226,392,481 17	556,044,579 46	833,120,446 78	
JUILLET . .	69,955,790 69	271,853,219 60	602,306,237 69	712,522,640 35	
Août . . .	76,491,010 39	314,241,670 35	606,743,807 78	698,528,778 32	
Septembre . .	80,245,224 55	309,667,061 85	607,585,707 94	772,660,998 54	
Octobre . .	86,090,129 15	395,500,239 38	638,457,475 29	765,269,312 50	
Novembre . .	105,008,811 92	380,053,245 44	638,956,160 43	737,458,023 06	
Décembre . .	109,468,584 80	366,848,402 50	714,771,838 49	748,446,923 49	

2^o Vente des timbres-poste.

La vente des timbres-poste accuse également une augmentation sensible.

Alors qu'en 1913 le produit de cette vente était de 40,600,000 francs, en 1920, 1921 et 1922 il s'est élevé respectivement à 60,500,000 francs, 83,400,000 francs et 89,700,000 francs.

Ces augmentations se justifient d'abord par l'accroissement des correspondances et ensuite par les relèvements successifs des tarifs postaux.

Le tableau ci-dessous indique le mouvement des correspondances expédiées tant pour l'intérieur que pour l'étranger.

Années.	Lettres.	Cartes postales.	Journaux.	Imprimés.	Échantillons.	Papiers d'affaires.
—	—	—	—	—	—	—
1919	264,000,000	105,000,000	164,000,000	123,000,000	5,300,000	3,800,000
1920	274,000,000	103,000,000	193,000,000	131,000,000	5,800,000	4,000,000
1921	297,000,000	96,000,000	223,000,000	149,000,000	6,200,000	3,600,000

3° Abonnements aux journaux,

Le nombre d'abonnements aux journaux ne cesse non plus d'augmenter. Le fait est évidemment dû à la modération de nos taxes.

Années.	Nombre d'abonnements souscrits.	Montant.	Taxe proportionnelle.	Taxe d'affranchissement.
—	—	—	—	—
1919	1,847,000 »	8,900,000 »	195,000 »	713,000 »
1920	1,668,000 »	11,837,000 »	286,000 »	1,298,000 »
1921	2,123,000 »	13,800,000 »	473,000 »	1,326,000 »
1922	n'est pas encore connu.	16 000,000 » (approximatif).	n'est pas encore connu.	n'est pas encore connu.

4° Effets de Commerce.

Le service des effets de commerce est loin d'avoir retrouvé l'ampleur qu'il avait avant la guerre. Cela tient à la crise économique que nous subissons et au fait que, pour les opérations commerciales, on ne recourt plus comme avant, à l'instrument de crédit qu'est l'effet de commerce, les transactions se faisant surtout au comptant.

Années.	Nombre d'effets déposés.	Montant.	Taxes.
—	—	—	—
1913	3,920,000	1,033,000,000	1,478,000
1919 (demi-année).	171,000	99,500,000	101,900
1920	626,000	477,500,000	553,700 (1)
1921	646,000	353,000,000	926,000
1922	669,000	364,600,000	968,000

(1) Taxes majorées de 150 % en novembre 1920.

5° *Mandats internes et Bons de poste.*

Par suite de l'emprise du service des chèques sur les anciens services financiers de la poste, les *mandats internes* et les *bons de poste* ainsi que les *quittances* présentent une diminution qui ressort des indications ci-après :

Années.	Mandats internes émis.			Bons de poste émis.		
	Nombre.	Montant.	Taxes.	Nombre.	Montant.	Taxes.
1913	2,440,000	330,900,000	730,000	2,450,000	18,000,000	135,800
1919	1,303,600	291,200,000	498,700	575,900	5,470,000	38,500
1920	1,606,400	420,600,000	807,600 (1)	722,800	7,116,000	56,600 (1)
1921	1,266,000	251,000,000	1,109,500	637,000	6,564,000	86,800
1922	1,170,000	214,400,000	979,000	581,000	6,060,000	79,300

(1) Taxes majorées de 150 % en novembre 1920.

6° *Quittances déposées.*

Années.	Nombre de quittances.	Montant.
1913	15,400,000 »	656,600,000 »
1919	5,700,000 »	477,600,000 »
1920	7,660,000 »	670,800,000 »
1921	5,420,000 »	275,300,000 »
1922	5,100,000 » (1)	224,000,000 » (1)

(1) Chiffres approximatifs.

7° *Caisse d'Épargne et Caisse de Retraite.*

La marche des opérations de la *Caisse d'Épargne* et de la *Caisse de Retraite* est satisfaisante.

Caisse d'Épargne.

Années.	Versements.		Paiements.	
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.
1919	1,840,000	412,400,000	677,000	314,200,000
1920	3,272,000	517,200,000	762,000	364,800,000
1921	3,355,000	510,200,000	783,000	349,900,000
1922 (1).	2,433,000 (2)	457,600,000	787,000 (3)	378,900,000

(1) Chiffre approximatif.

(2) La diminution constatée en 1922 sur le nombre des versements d'épargne provient principalement du nouveau mode d'épargne scolaire (trois versements seulement par an sur les livrets des élèves).

(3) La diminution du nombre des paiements à partir de 1919 résulte, notamment, de ce que le maximum des remboursements à vue a été porté de 100 à 500 francs à partir de novembre 1919.

Caisse de Retraite.

Années.	Versements.		Paiements.	
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.
1919	642,000	9,900,000	139,000	5,919,000
1920	78,000	1,550,000	161,000	6,454,000
1921	72,000	1,400,000	166,000	7,790,000
1922	(1)	(1)	168,000	9,857,000

(1) Depuis le 1^{er} janvier 1922, les versements à la Caisse de Retraite sont effectués directement par les affiliés au compte de chèques postaux de cette institution.

8^e Mandats poste et recouvrements internationaux.

Les services des *mandats poste et des recouvrements internationaux* restent stationnaires.

* * *

L'Administration des Postes a réalisé, au cours de l'exercice 1922, des économies assez importantes du chef :

- a) De la suppression de bureaux auxiliaires dont le rendement était insuffisant;
- b) De la suppression de certaines distributions secondaires qui ne répondaient pas à des besoins justifiés;
- c) De suppressions de personnel par suite de modifications et de simplifications introduites dans le travail, au total environ 537,000 francs.

Aucun prélèvement n'a été opéré sur les extensions de personnel prévues :

Au Budget de 1920	150 unités;
Au Budget de 1921	150 id.
Au Budget de 1922	196 id.

et aucun renfort nouveau n'a été sollicité au Budget de 1923, nonobstant les vacances qui se produiront par suite de démissions, mises à la retraite, etc.

Dans un autre ordre d'idées, les mesures prises en vue d'éviter des abus en matière de congés de maladie ont amené une diminution des frais de remplacement que l'on peut évaluer, pour 1922, à 275,000 francs, rien que pour les facteurs.

Les frais d'intérim et de déplacements accusent aussi une régression d'environ 480,000 francs, due en partie aux mêmes causes.

La compression des dépenses a permis également de réduire, pour 1923, de 1,220,000 francs, par rapport à l'exercice 1922, les prévisions budgétaires en matière de matériel et de locaux.

(4)

(N° 146)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 FEBRUARI 1923.

BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER VOOR HET DIENSTJAAR 1923 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER DAVID.

MIJNE HEEREN,

De Begroting der Ontvangsten en Uitgaven voor order zwelt aanzienlijk van jaar tot jaar. In 1922 bereikte ze 23 miljoen. Voor 1923, is zij nagenoeg 28 miljoen.

In der waarheid mag men zeggen dat deze vermeerdering geheel te wijten is aan de uitbreiding welke de dienst der postchecks neemt. Artikel 112 der Begroting, dien dienst betreffende ziet, inderdaad, van het eene jaar tot het andere, zijn bedrag van 20 tot 25 milliard overgaan.

In de Bijlage (3) geven wij eenige statistieken betreffende het Departement van Posterijen, die de cijferschommelingen van dit Begrootingsartikel verklaren, en evenzoo die van andere, minder belangrijke cijfers.

* * *

Herinneren wij enkel aan twee vraagstukken van algemeenen aard waarover gesproken werd in het verslag van 1922.

Het eerste betrof het nieuwe Fonds der Gemeenten, het tweede de wijziging in de Begroting van Spoorwegen. Beide doen vraagstukken oprijzen van

(1) Begroting, nr 4-XX.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie*:

a) De Leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen*: de heeren MECHELYNCK, voorzitter; HALLET, HOUTART, ondervoorzitters; CARLIER, DAVID, secretarissen; BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Aug.), DONNAY, OZERAY, PUSSEMIEU, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLARBEKE en WAUWERMANS.

b) *Zesleden door de Afdeelingen benoemd*: de heeren LAMBORÉE, DE MONTPELLIER, HOUTART, DE LIEDEKERKE, PONCELET en COUSOT.

(3) Zie Bijlage 1.

begrootingsrecht en bestuurlijke comptabiliteit waarover uwe Commissie verleden jaar hare meening uitbracht.

Wat betreft het eerste van deze twee vraagstukken (Fonds der Gemeenten en artikelen 9 en 90 van de Begroting voor order) deelen wij hieronder de oplossing mede welke het Departement van Financiën er aan gegeven heeft :

Eertijds inde de Regeering :

1° Voor rekening der provinciën en der gemeenten, opcentiemen van de rechtstreeksche belastingen en onderscheiden andere heffingen;

2° Voor rekening der gemeenten, alleen, hoegrootheden van onderscheiden rechten en belastingen, welke gestort werden in het Gemeentefonds en in het Bijzonder fonds, om nadien onder de belanghebbenden verdeeld te worden.

Al deze sommen waren te vinden in ontvangst en in uitgaven op de Begroting voor order.

Op heden is de toestand gewijzigd :

a) De Regeering heeft, en keert rechtstreeks zekere hoegrootheden van sommige rechtstreeksche belastingen weder aan de provinciën en aan de gemeenten uit;

b) Zij heeft, voor rekening der provinciën en der gemeenten, zekere rechtstreeksche belastingen, alsmede taxes voor de provinciën, welke zij zonder tusschenkomst aan de belanghebbenden terug uitkeert;

c) Zij stort in het Fonds der gemeenten, in 1922 opgericht, ter vervanging van het Gemeentefonds en van het Bijzonder fonds :

1° Een gezamenlijk, eens voor al vastgesteld en ieder jaar aangroeiend bedrag;

2° Een deel van de bedrijfsbelasting afgehouden bij de uitbetaling der jaarswetten, salarissen en pensioenen.

* * *

Hoe teekent de Begroting van 1923 den huidigen toestand in zake comptabiliteit?

De nota, die de ramingen toelicht, geeft ons de volgende inlichtingen :

1° De bruto-aandeelen welke aan de provinciën en aan de gemeenten toekomen in de opbrengst der cedulaire belastingen en der belasting op de vertooningen, komen niet voor op de Begroting voor order.

In ontvangst, zijn zij begrepen in de bedragen uitgetrokken voor 's Lands middelen.

In uitgaven, komen zij voor op de Begroting der Onwaarden en Terugbetalingen;

2° Van het Gemeentefonds en van het Bijzonder fonds, die niet meer bestaan, wordt niet meer gewaagd.

Voorloopig, echter, blijft de reserve van het gemeentefonds ingeschreven op de Begroting voor Order, en zij zal er blijven zoolang zij niet verdeeld wordt.

Zij zal haar, in ontvangst, doen aangroeien met hetgeen nog uithoofde der belastingen op de oorlogswinsten en op de uitzonderlijke winsten zal kunnen

geïnd worden, overeenkomstig artikel 9, § 2 der wet van 16 September 1922.
(Z. Belg. Staatsbl. van 22 en 23 September 1922.)

Het Fonds der gemeenten, een nieuw fonds dat de twee bovengenoemde heeft, vervangen, zal niet op de Begrooting voor Order voorkomen :

- a) Omdat de eens vooral vastgestelde som, welke de Regeering voortaan er zal in storten, genomen wordt van de Algemeene Staatsinkomsten en slechts als een artikel van uitgaven kan geboekt worden. Dit artikel komt voor in de Begrooting der Onwaarden en Terugbetalingen.
- b) Omdat het aandeel aan de gemeenten toegekend in de bedrijfsbelasting, bij de uitbetaling afgehouden van de jaarwedden, salarissen en pensioenen, als ontvangst voorkomt in het artikel der Begrooting van 's Lands Middelen betreffende gezegde belasting.

Als uitgave, komt dit aandeel voor op de Begrooting der Onwaarden en Terugbetalingen.

3º Blijven de provinciale en gemeentelijke opcentiemen, alsmede de provinciale heffingen.

* * *

Deze blijven voorkomen op de Begrooting voor Order (zie art. 9 en 90) in Ontvangst en in Uitgabe.

Hier vinden wij het noodig enkele nadere bemerkingen te doen gelden :

Bij de behandeling der wet tot instelling van het nieuwe Fonds der Gemeenten, in vervanging van het gemeentefonds en van het Bijzonder fonds, die niet meer bestaan, was men het eens dat, mits de afneming van 100 miljoen ten bate van de Schatkist, de aan de gemeenten toekomende aandeelen in de opbrengst van de douanen- en accijnsrechten en in die der posterijen, voortaan aan den Staat zouden toegekend worden.

Welnu, er is een bron van inkomsten van het vroegere Bijzonder Fonds, waarover niet uitdrukkelijk beschikt is geworden en die men aan de gemeenten heeft willen laten.

Wij willen spreken van de twee tienden der heffing op zekere paardenwedrennen en renbanen, welke, bij de wet van 28 Februari 1920, aan gezegd Bijzonder Fonds werden toegekend. Redelijkerwijze zouden dus deze sommen aan het Fonds der Gemeenten moeten toegewezen worden.

Wel is waar is artikel 9 der wet van 16 Juli 1922 in zulke algemeene bewoordingen gesteld, dat de toewijzing dezer sommen, in tegenstrijd met de formeel uitgedrukte inzichten, aan den Staat schijnt opgelegd te zijn.

Dit artikel luidt inderdaad :

» De inkomsten, die in het afgeschafte gemeentefonds en bijzonder fonds worden gestort, worden geheven ten behoeve van den Staat, behalve...

De twee tienden, waarover wij het hebben, zijn niet begrepen in deze uitzondering en moeten dus in de Staatskas terugkeeren.

Wij maken er melding van, opdat in de komende uitgaven der wet van 28 Februari 1920, de laatste vijf woorden van artikel 8, § 1, lid 2 in gevolge worden gewijzigd.

De woorden : « de twee tienden worden toegekend aan het Bijzonder Fonds der Gemeenten », dienen dus te worden gelezen : « de twee tienden worden toegekend aan den Staat ».

Het tweede vraagstuk waarmede de Commissie zich heeft bezig gehouden betreft titel II « Uitgaven op bijzondere hulpmiddelen ».

Al zijn de ontvangsten en uitgaven onder dezen titel van weinig belang vergeleken bij deze onder titel I (200 miljoen tegen meer dan 27 milliard) heeft de Commissie er aan gehouden ze nauwkeurig te onderzoeken zooals in 1922, omdat het niet geldt fondsen van derden, maar fondsen van den Staat zelf welke de toepassing der regelen inzake Begroting voor Order onttrekt aan het gewone stelsel der Begrotingen van uitgaven.

Inderdaad, de Comptabiliteit der fondsen voor order wordt gehouden per beheer, en niet per dienstjaar⁽¹⁾. Bovendien worden op het einde van elk jaar de beschikbaar gebleven fondsen overgebracht op de Begroting van het volgende jaar, met dezelfde bestemming die er vroeger aan gegeven werd⁽²⁾.

Krachtens de bestuurlijke rechtsspraak mag men te allen tijde ten laste van deze fondsen aanschrijven schuldvorderingen tot stand gekomen gedurende de vorige jaren, behalve bij toepassing van de verjaring op vijftien jaar⁽³⁾. Eindelijk mag men, onverschillig hoe, uitgaven van materieel of personeel aanschrijven op deze fondsen.

Voor een minister ligt er daar een zoo ruime vrijheid van handelen, dat zij de waarborgen, die het Parlement vindt in de goedkeuring der artikelen van de Gewone Begroting, tot een hersenschim zou kunnen maken. Dit zou de ontkenning zelf van de Begroting kunnen worden.

Bovendien schijnt dit heelemaal in strijd met artikel 16 der wet op de comptabiliteit van den Staat hetwelk bepaald dat « de Ministers met geene enkele bijzondere som het bedrag mogen verhoogen van de credieten bestemd voor de uitgaven van hunne onderscheidene diensten ».

Wat doet ihderdaad een minister anders dan zich bijzondere hulpmiddelen aanschaffen wanneer hij spoorwegleggers, en niet meer gebruikte spoorrails verkoopt, en dat hij dat bedrag daarvan brengt op de Begroting voor order, zoodat hij er kan over beschikken zooals wij het hoger zegden, namelijk buiten de normale regelen van aanschrijving.

Ook heeft de Commissie met werkelijke voldoening vastgesteld dat achttien artikelen betreffende het fonds van wederbelegging van het Departement van Spoorwegen werden weggelaten en overgebracht op de gewone Begroting.

Deze wijziging, haantwoordend aan de desiderata verleden jaar uitgedrukt, is niet zoo gering : het gaat over ongeveer 47 miljoen.

* * *

Tot in 1914 werden elk jaar de verrichtingen gedaan op elke post van de

⁽¹⁾ Koninkl. Besluit van 10 December 1868 (art. 119 en 120).

⁽²⁾ Wet van 10 Mei 1846 (art. 31).

⁽³⁾ Wet van 10 Mei 1846 (art. 34 en 35).

Begroting voor order, in ontvangst en in uitgaven, samengebracht en aange- teekend in de cohieren van aanmerkingen van het Rekenhof. De saldos werden eveneens vastgesteld.

Sedert den oorlog worden de rekeningen van de gedane verrichtingen altijd regelmatig bijgehouden.

Maar de saldos kan men tegenwoordig niet meer kennen; bij gebrek aan een zeker aantal cijfers betreffende de oorlogsperiode. Daar is eene leemte gekomen. De Commissie heeft er niettemin op gedrukt dat de voorloopige rekeningen zouden bekend gemaakt worden, zelfs zonder de saldos, en heeft de zeer belangwekkende tabel verkregen die wij verder als bijlage mededeelen (¹).

Die tabel stelt tegenover de ramingen de werkelijke ontvangst en uitgaven gedurende de twaalf maanden van 1921. Eene ontleding geven wij er niet van, wij willen echter wel wijzen op de enorme verschillen tusschen enige ramingen en de werkelijkheid.

Zoo, b. v., werd op artikel 100 de som van $4 \frac{1}{2}$ milliard voorzien voor den dienst der postchecks.

Nu, de ontvangst beliepen tot	fr. 27,935,545,978	46
En de uitgaven op dit stuk tot	27,598,094,298	02
Hetzij dus een verschil van	fr. 387,454,680	44

Dit overschot blijft in de Staatskas tot wanneer de rechthebbenden het opeischen.

Bij artikel 96, « Inning en betaling van kwijtschriften voor rekening van derden », is integendeel een post van 600 miljoen frank uitgetrokken op de Begroting.

De ontvangst beliepen tot	fr. 222,744,906	29
en de uitgaven tot	225,683,304	52

Dergelijke bevinding kan men doen in zake de betaalbewijzen en de postbons.

De besluiten uit deze cijfers getrokken zijn klaar en het schijnt ons overbodig er over uit te weiden.

In hoofdstuk II « Uitgaven op bijzondere middelen » en inzonderheid wat betreft het fonds voor wederbelegging, is het verschil tusschen het hoofdstuk ontvangst en het hoofdstuk uitgaven nog veel aanzienlijker.

Onder de artikelen 124, 125 en 126, is eene ontvangst vermeld van 25 miljoen tegen 400,000 frank uitgaven (verkoop en weder in gebruik nemén van materialen, Economische Zaken). Onder de artikelen 127 tot 132 (Ministerie van Landbouw), zijn er slechts 450,000 frank uitgaven tegen meer dan 1 miljoen ontvangst. Anderzijds merkt zij ook op dat onder de artikelen betreffende het Departement van Spoorwegen de toestand verschillend is.

(1) Zie Bijlage II.

Voor de artikelen 150 tot 155 waren de ramingen 6,265,000 frank.

De ontvangsten bedroegen	fr. 16,915,613 43
en de uitgaven	20,520,718 42

Wijzen wij er op dat voor 1923 deze uitgaven overgebracht zijn van de Begrooting voor Order naar deze van de Spoorwegen, wat ons voorkomt als tegelijkertijd in overeenkomst met het begrootingsrecht en met de regelen eener goede rijverheidsboekhouding.

De artikelen 166 tot 175 betreffende de Landsverdediging wijzen eveneens 3 miljoen meer uitgaven aan dan ontvangsten (fr. 34,422,503.61 uitgaven, fr. 31,504,327.94 ontvangsten).

* *

Verschillende vragen werden gesteld.

Wij geven hieronder de ingekomen antwoorden.

Vraag.

De artikelen 80 en 81 van de Begrooting zijn weggevallen. — Fonds van overdracht voor de suikers en belasting op den uitvoer.

De Commissie zou willen weten welke verrichtingen werden gedaan op de suikers en namelijk :

- 1° *Totale hoeveelheden suiker voortgebracht in 1920-1921;*
- 2° *Hoeveelheden in het land verbruikt. Prijs en kosten;*
- 3° *Uitgevoerde hoeveelheden. Prijs en kosten;*
- 4° *Hoe werden de te-korten gedekt.*

Antwoord.

1° De geheele productie der suikersfabrieken voor 1920-1921 was :

Ruwe suiker	kgr. 126,750,000
Gekristalliseerde suiker	102,230,000
Te zamen.	228,980,000

Van deze hoeveelheid moet afgetrokken worden
de suiker voortkomende van de bewerking der
uitheemsche beetwortelen, die de fabrikanten ver-
plicht waren uit te voeren, of :

Ruwe suiker	kgr. 1,600,000
Gekristalliseerde suiker	27,880,000
	29,480,000
Dus beschikbaar.	kgr. 199,500,000
OVER TE DRAGEN.	kgr. 199,500,000

OVERDRACHT . . kgr. 199,500,000

2° en 3° De suiker bestemd voor het binnelandsch verbruik werd afgestaan door de fabrikanten aan de handelaars en de nijveraars tegen de prijzen vastgesteld door het besluit van 4 November 1920, zonder andere tusschenkomst van de Regeering dan die voortvloeiende uit de toepassing van artikel 3 van bovengemeld besluit (heffing en overdrachtsfonds).

De hoeveelheid er van wordt bepaald door van bovenstaand cijfer af te trekken :

a) Uitvoer gedaan door de zorgen der Regeering:

Ruwe suiker. . . .	kgr.	12,030,000
Gekristalliseerde suiker . . .		34,460,000
		46,590,000

b) Suiker in de door de nijveraars uitgevoerde producten :

1) Mits betaling van uitvoerbelastingen. . . .	kgr.	5,660,000
2) Zonder belasting		2,820,000
3) Met verleening van vergoedende uitkeering		18,213,000
		26,693,000

Totaal uitgevoerd		73,283,000
Blijft in het land.	kgr.	126,217,000

zoo wel voor het rechtstreeksch verbruik als voor de noodwendigheden van de bedrijven die de suiker bewerken.

De suiker bij den uitvoer verkocht door het Bevoorradingssdepartement bracht op van 270 frank tot 140 frank per 100 kilogram voor de gekristalliseerde suiker en 170 frank tot fr. 84.75 voor de ruwe suiker 88°.

In het eene als in het andere geval, hebben de kosten ten laste van het Bevoorradingssdepartement gemiddeld 3 frank per 100 kilogram bereikt.

4° Het tekort op den suikeruitvoer wordt gedekt :

a) Door de ontvangsten gestort op de rekeningen « Fonds van derden » tot stand gebracht door de besluiten van 4 November en 23 December 1920;

b) Door aanschrijving op artikel 4 van de Begroting der Bevoorrading voor 1921.

Het Parlement heeft deze aanschrijving toegelaten tot beloop van dertig (30) miljoen frank.

Op dezelfde vraag heeft het Departement van Nijverheid en Arbeid enkele aanvullende inlichtingen verstrekt betreffende de voortbrengst, het verbruik van de suiker, evenals van het accijnzenstelsel. Wij laten ze hieronder volgen :

1. — Voortbrengst en verbruik.

Seizoen 1920-1921.

OPBRENGST :

Rupe suiker	127,751,620	kilogram.
Gekristalliseerde suiker.	102,238,270	id.
TOTAAL.	<u>229,989,890</u>	kilogram.

VERBRUIK :

Rupe suiker	708,425	kilogram.
Gekristalliseerde suiker.	42,703,058	id.
Kandijsuiker	2,678,753	id.
Broodsuiker, broksuiker, enz. . .	53,371,007	id.
Cassonade	15,244,191	id.
TOTAAL.	<u>114,705,434</u>	kilogram.

2. — Accijnzen.

Seizoen 1918-1919.

Taxe van vergoeding. — Ministerieel besluit van 25 Februari 1919.
(*Staatsblad*, blz. 850).

(MINISTERIE VAN NIJVERHEID, ARBEID EN BEVOORRADING.)

Artikel 2 van dit besluit heeft eene vergoedingsbelasting van 10 frank ⁽¹⁾ gesteld per 100 kilogram gekristalliseerde suiker, geraffineerde suiker en cassonnade, voortkomend van het seizoen 1918-1919.

De opbrengst van deze belasting was bestemd om de verliezen te vergoeden die misschien zijn voortgesproten uit de vaststelling van officiële prijzen voor sommige suikerfakrieken wier arbeid door oorlogsfeiten is belemmerd geworden.

Naar luid van het laatste lid van hooger genoemd artikel 2.

Volgens de inlichtingen verschaft door het Departement van Nijverheid, Arbeid en Beyvoorrading, zou het niet verdeelde overschat ongeveer 4,798,000 frank bedragen.

In voorkomend geval zou over deze som niet kunnen beschikt worden tenzij krachtens een nieuw besluit.

(1) Te rekenen van 1 Mei 1919 werd het bedrag van deze belasting tot 5 frank verminderd.

Seizoen 1919-1920.

Taxe van vergoeding. — Ministerieel Besluit van 5 November 1919.
(*Staatsblad*, n^r 319).

Artikel één van dit besluit heeft eene belasting tot vergoeding gesteld op de inlandsche suikers van het seizoen 1919-1920, tot een bedrag van :

- a) 25 frank de 100 kilogram voor de gekristalliseerde suikers en de cassonnaden;
- b) 18 frank de 100 kilogram voor de geraffineerde suikers.

Deze belasting werd ingevoerd om eene prijsverhoging te vermijden « voor het geval dat suiker had moeten worden ingevoerd om het tekort van de inlandsche producten aan te vullen ».

De geïnde sommen werden als *vaste ontvangst ten bate van den Staat* aangetekend, krachtens artikel 1, § 2, 2^{de} lid, van het besluit van 5 November 1919.

Een later besluit (24 Juli 1920) heeft het bedrag van de belasting verminderd tot op :

- a) 15 frank de 100 kilogram voor de gekristalliseerde suikers en de cassonnaden;
- b) 8 frank de 100 kilogram voor de geraffineerde suikers.

De opbrengst van deze belasting bedraagt, volgens den Dienst van de Bevoorrading, ongeveer 18 miljoen frank.

Daar deze som voor goed geïnd werd kan er niet meer over beschikt worden.

Seizoen 1920-1921.

Overdrachtsbelasting. — Ministerieel Besluit van 4 November 1920
(*Staatsblad*, n^r 314).

Krachtens artikel 3 van dit besluit zijn de gekristalliseerde en geraffineerde suikers, gefabriceerd gedurende het seizoen 1920-1921, onderhevig aan eene belasting van 6 frank de 100 kilogram, bestemd om een *overdrachtsfonds* te stijven dat moet dienen om de fabrikanten of raffineurs schadeloos te stellen voor de kosten die het bewaren van de suikers medebrengt.

Het gebeurlijk overschot zal in ontvangst gebracht worden ten bate van de Schatkist.

Uitvoerbelasting op de suiker. — Koninklijk besluit van 23 December 1920.
(*Staatsblad* van 24 December 1920.)

Overeenkomstig artikel 2 van het besluit van 23 December 1920, is het bekomen ener vergunning voor het uitvoeren van suiker afhankelijk gesteld van het betalen eener belasting waarvan het beloop, per 100 kilogram, steunt op

het verschil tusschen den prijs der suiker op de wereldmarkt en den prijs binnen in het land.

De opbrengst van deze belasting en de eventuele winst door de Regeering verwezenlijkt op den uitvoer van suiker, wordt in ontvangst geboekt *ten bate van derden*, onder de rubriek : *Uitvoerbelasting op de suiker*.

Zijn op gezegde opbrengst aangeschreven :

- a) Het eventueel tekort van het overdrachtsfonds (zie besluit van 5 November 1920).
- b) Het verlies wegens den suikeruitvoer (besluit van 22 Februari 1921).

Het beschikbaar overschot zal later als eindontvangst geboekt worden ten bate der Schatkist. Doch men kan voorzien dat de tot nog toe gedane ontvangsten niet zullen volstaan om de verliezen te vergoeden (zie nota betreffende het suikerregiem).

* * *

Fonds voor plaatsvervanging.

Het Cohier van aanmerkingen van het Rekenhof (vergadering van 1 Juni 1920, Kamer van Volksvertegenwoordigers) doet als volgt den toestand kennen van het Fonds voor plaatsvervanging op 31 December 1913 :

Art. 34. — Fonds voor Plaatsvervanging.

Overschot op 1 Januari 1913 fr.	2,883,261 82
Ontvangsten : Verrichtingen van het jaar 1913	5,000,435 75
	<hr/>
	fr. 7,883,697 57
Uitgaven : Verrichtingen van het jaar 1913	7,836,469 43
	<hr/>
Saldo dat de Staat verschuldigd is op 31 December 1913 fr.	47,228 44

In het Begrootingsontwerp voor 1923 (art. 33) worden de voorziene ontvangsten en uitgaven voor het Plaatsvervangingsfonds geraamd op 3 miljoen frank. Deze cijfers in aanmerking nemende, had de Commissie de volgende vraag gesteld :

Vraag.

Welk gebouw wordt betrokken door den Dienst van het Plaatsvervangingsfonds?

Hoeveel bedienden en ambtenaren zijn aan dien dienst verbonden?

Wanneer zal de likwidatie van dit Fonds kunnen voltrokken zijn?

Antwoord.

De Dienst van de Plaatsvervangingskas werkt in het gebouw van het Hoofdbestuur, Leuvensche weg, 4, alwaar hij verbonden is aan den Dienst van de Algemeene Boekhouding en van de Begroting.

Zijn personeel bestaat uit : een bureelonderoverste en een ordeklerk:
Op 1 Mei 1921, moesten er nog 1,289 rekeningen van vrijwilligers met premie worden vereffend.

Op 1 Maart 1922, nog 947 en, op 15 Januari 1923, nog 633.

Om over die cijfers te kunnen oordeelen, moet men rekening houden met de moeilijkheden waarmede deze vereffeningen gepaard gaan, want het geldt meestal sommen die nagelaten werden door vrijwilligers met premie, die tijdens den oorlog gestorven zijn. Het opzoeken van de rechthebbenden, de traagheid waarmede dezen de bescheiden van bekendheid indienen, maken de verrichtingen zeer moeilijk.

Het is echter waarschijnlijk dat alles over een jaar of achttien maand zal vereffend zijn.

Beheer van Spoorwegen.

Rekeningen voor order.

Op een vraag door de Commissie gesteld, heeft de Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen geantwoord als volgt :

« De som van 59,000,000 frank vermeld bij artikel 104 van de Begrooting voor order van 1923, vertegenwoordigt het bedrag van de borgsommen, voorschotten, enz., gestort door de verzenders in de kassen van de statiën, in afwachting dat zij worden ingeschreven of terugbetaald. Voorbeeld : een particulier wenscht de vervoerkosten te betalen, naar eene buitenlandsche statie, van eene zending die onmogelijk bij het vertrek kan worden getarifeerd. Het verzendingskantoor eischt een voorschot en voegt bij de zending een bulletijn waarop al de kosten tot aan de plaats van bestemming staan vermeld. »

Wet op de arbeidsongevallen.

Borgsommen door de aangenomen verzekeringsinstellingen te storten.

Vraag.

Artikel 3 van de Begrooting voor order voor 1922 is verdwenen van de Begrooting voor 1923 :

*In geld te storten borgsommen bij toepassing van de wet op de arbeidsongevallen.
Waarom? Wat zijn dat voor borgsommen?*

Antwoord.

De wet van 24 December 1903 op de schadeloosstelling wegens arbeidsongevallen, evenals de besluiten ter uitvoering van deze wet, voorzien het storten van borgsommen door de aangenomen verzekeringsinstellingen, alsmede door de

bedrijfshoofden die ontslagen zijn van de bijdragen van het verzekeringsfonds. De reglementaire voorschriften bepalen dat gezegde borgsommen mogen worden gestort in geld, of in effecten vermeld in bedoelde voorschriften. Eene vennootschap die niet moet bijdragen tot het waarborgfonds, had eene som van 250.000 frank in geld gestort. Naar aanleiding van de algemene herziening van de borgsommen, opgelegd door de economische omstandigheden, werd, in den loop van het dienstjaar 1921, gezegde borgsom op 500.000 frank gebracht.

De regeling van de borgsom moest in den loop van het jaar 1922 geschieden. Op dit oogenblik heeft bedoelde vennootschap verkozen, uit hoofde van den interestvoet, de 250.000 frank in geld terug te nemen, en hare borgsom van 500.000 frank geheel in titels van de Belgische Schuld te storten.

De Verslaggever,

DAVID.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

BIJLAGE

1° Postchecks en postgiro.

Sedert den wapenstilstand, heeft de dienst der *postchecks en postgiro* een aanzienlijke uitbreiding genomen, zodals de volgende cijfers het getuigen :

Jaren.	Getal aangeslotenen.	Inschrijvingen op de rekeningen (stortingen, giro, checks, enz.).	
		Aantal.	Bedragen.
1919	16,463	3,346,000	7,937,700,000
1920	35,610	9,460,000	34,229,600,000
1921	65,514	18,918,000	55,732,500,000
1922	93,726	24,900,000	72,382,500,000

De giro- en andere verrichtingen zonder gebruik van muntteekens, vertegenwoordigen, in 1922, ongeveer 82 t. h. van bovenvermeld totaal voor dit dienstjaar.

Het vermogen der aangesloten leden sedert Januari 1919 (einde der maand) is in de vervolgende tabel aangeduid :

	1919	1920	1921	1922	1923
Januari . . .	28,375,153 45	138,159,881 71	383,179,268 45	716,258,588 86	855,548,404 28
Februari . . .	31,175,969 87	178,992,134 77	472,963,073 98	781,702,868 10	816,810,987 50
Maart	38,802,393 01	182,646,453 66	506,808,195 92	813,444,634 72	
April	50,446,064 63	217,407,475 29	552,381,966 38	778,111,653 79	
Mei	61,775,491 34	245,836,169 69	567,622,790 56	784,486,126 75	
Juni	68,664,187 48	226,392,481 17	556,044 579 46	833,120,446 78	
Juli	69,955,790 69	271,853,219 60	602,306,237 69	712,822,640 35	
Augustus . . .	76,491,019 39	314,941,670 35	606,743,807 78	698,528,778 32	
September . . .	80,245,224 55	309,667,061 85	607,585,707 94	774,660,998 54	
October	86,090,129 15	395,500,239 38	638,157,475 29	765,269,312 50	
November . . .	105,008,811 92	380,053,245 44	638,956,160 43	737,458,023 06	
December . . .	109,468,584 80	366,848,402 50	714,771,838 49	748,446,923 49	

2° Verkoop der postzegels.

De verkoop der postzegels is ook merkelijk gestegen.

In 1913 beliep de opbrengst daarvan tot 40,600,000 frank; in 1920, 1921 en 1922 is die opbrengst gestegen respectievelijk tot 60,500,000 frank, 83,400,000 frank en 89,700,000 frank.

Deze verhogingen vinden hunne oorzaak vooreerst in de vermeerdering der briefwisseling en verder in de achtereenvolgende verhoging der posttarieven.

Onderstaande tabel wijst op de beweging der briefwisseling zoo met het binnen- als met het buitenland.

Jaren.	Brieven.	Postkaarten.	Dagbladen.	Drukwerk.	Stalen.	Zaak-papieren.
—	—	—	—	—	—	—
1919	264,000,000	105,000,000	164,000,000	125,000,000	5,300,000	3,800,000
1920	274,000,000	103,000,000	193,000,000	131,000,000	5,800,000	4,000,000
1921	297,000,000	96,000,000	223,000,000	149,000,000	6,200,000	3,600,000

3º Abonnementen op de dagbladen.

Het getal abonnementen op de dagbladen stijgt hoe langs zoo meer. Dis is natuurlijk toe te schrijven aan onze gematigde taxes.

Jaren.	Getal ingeschreven abonnementen.	Bedrag.	Evenredigheids-taxe.	Verzendings-taxe.
—	—	—	—	—
1919.	1,847,000 »	8,900,000 »	193,000 »	713,000 »
1920.	1,668,000 »	11,857,000 »	286,000 »	4,298,000 »
1921.	2,123,000 »	13,800,000 »	473,000 »	1,526,000 »
1922.	nog niet gekend.	16,000,000 »	nog niet gekend. (bij benadering).	nog niet gekend.

4º Handelseffecten.

De dienst der *handelseffecten* heeft echter op verre na nog zijne aanzienlijkheid van voor den oorlog niet herwonnen. Dit ligt aan de heerschende handelscrisis alsmede aan het feit dat men voor de handelsverrichtingen thans niet meer zoals vroeger het handelseffect als credietmiddel gebruikt, daar de verhandelingen comptant gebeuren.

Jaren.	Getal neergelegde effecten.	Bedrag.	Taxes.
—	—	—	—
1913.	3,920,000	1.033,000,000	1,478,000
1919 (half-jaar) .	171,000	99 500,000	101 900
1920.	626,000	477,500,000	553,700 (¹)
1921.	646,000	353,000,000	926,000
1922.	669,000	364,600,000	968,000

(¹) Taxes met 150 t. h. verhoogd in November 1920

5° *Binnenlandsche betaalbewijzen en postbons.*

Tengevolge van de uitbreiding van den postcheckdienst ten nadeele van de andere financiële postdiensten, zijn de *binnenlandsche betaalbewijzen*, de *postbons* en de *kwijtschriften* fel gedaald, zooals blijkt uit volgende aanduidingen :

Jaren.	Uitgegeven Binnenlandsche betaalbewijzen.			Uitgegeven postbons.		
	Getal.	Bedrag.	Taxes.	Getal.	Bedrag.	Taxes.
—	—	—	—	—	—	—
1913	2,440,000	330,900,000	730,000	2,150,000	18,000,000	135,800
1919	1,303,600	291,200,000	498,700	575,900	5,470,000	38,500
1920	1,606,400	420,600,000	807,600 (1)	722,800	7,116,000	56,600
1921	1,266,000	251,000,000	1,109,500	637,000	6,564,000	86,800 (1)
1922	1,170,000	214,400,000	979,000	581,000	6,060,000	79,300

(1) Taxes in November 1920 met 150 t. h. verhoogd.

6° *Neergelegde kwijtschriften.*

Jaren.	Getal kwijtschriften.	Bedrag.
—	—	—
1913	15,400,000 »	656,600,000 »
1919	5,700,000 »	477,600,000 »
1920	7,660,000 »	670,500,000 »
1921	5,420,000 »	275,300,000 »
1922	5,100,000 » (1)	224,000,000 » (1)

(1) Bij benadering.

7° *Spaarkas en Lijfrentekas.*

De verhandelingen van de *Spaarkas* en van de *Lijfrentekas* zijn bevredigend.

Spaarkas.

Jaren.	Stortingen.		Betalingen.	
	Getal.	Bedrag.	Getal.	Bedrag.
—	—	—	—	—
1919	1,840,000	412,400,000	677,000	314,200,000
1920	3,272,000	517,200,000	762,000	364,800,000
1921	3,355,000	510,200,000	783,000	349,900,000
1922 (1).	2,438,000 (2)	457,600,000	787,000 (3)	378,900,000

(1) Bij benadering.

(2) De vermindering in 1922 op het getal stortingen ter Spaarbank gedaan spruit hoofdzakelijk voort uit de nieuwe wijze van sparen ter school (slechts drie stortingen per jaar op de spaarboekjes der leerlingen).

(3) De vermindering in het getal betalingen te rekenen van 1919 spruit, namelijk, voort uit het feit, dat het maximumbedrag der terugbetalingen op zicht van 100 tot 300 frank werd gebracht te rekenen van November 1919.

Pensioenkas.

Jaren.	Stortingen.		Betalingen.	
	Getal.	Bedrag.	Getal.	Bedrag.
1919	642,000	9,900,000	139,000	5,919,000
1920	78,000	1,550,000	161,000	6,454,000
1921	72,000	1,400,000	166,000	7,790,000
1922	(1)	(1)	168,000	9,857,000

(1) Sedert 1 Januari 1922 worden de stortingen op de Pensioenkas rechtstreeks gedaan door de aangeslotenen op rekening van de postchecks van deze instelling.

8° Postmandaten en Internationale invorderingen.

De diensten van de postmandaten en van de internationale invorderingen blijven dezelfde.

* *

Het Beheer van Posterijen heeft in den loop van het dienstjaar 1922, belangrijke besparingen gedaan uit hoofde

- a) Van de afschaffing van hulpkantoren waarvan de opbrengst onvoldoende was;
- b) Van de afschaffing van zekere bijkomstige ronddeelingen die niet beantwoordden aan gebillijkte behoeften;
- c) Van de afschaffing van het personeel ten gevolge van de wijzigingen en vereenvoudigingen in het werk aangebracht, te zamen ongeveer 537,000 frank.

Geene enkele inkrimping werd gedaan op de voorziene uitbreidingen van personeel :

Op de Begrooting van 1920 150 eenheden;
 Op de Begrooting van 1921 150 id.
 Op de Begrooting van 1922 196 id.

en geen enkele vermeerdering werd aangevraagd op de Begrooting van 1923, ondanks de leemten die zich zullen voordoen ten gevolge van ontslagenemingen, op pensioen stellingen, enz.

In eene andere orde van gedachte hebben de maatregelen, getroffen om de misbruiken inzake ziekverloven te vermijden, geleid tot eene vermindering van kosten van plaatsvervanging die men voor 1922 kan schatten op 275,000 frank, enkel voor de briefdragers.

De kosten van interim en van verplaatsingen wijzen ook op eene vermindering van ongeveer 480,000 frank, gedeeltelijk het gevolg van dezelfde oorzaken.

De inkrimping der uitgaven heeft eveneens toegelaten de begrootingsramingen inzake materieel en lokalen te verminderen, voor 1923, met 1,220,000 frank, vergeleken bij het dienstjaar 1922.

(4)

ANNEXE AU N° 146

—
TABLEAU
DES
RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE
DE L'ANNÉE 1921

BIJLAGE VAN N° 146

—
TABEL
DER
ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER
VAN HET JAAR 1921

TABLEAU XX. — Prévisions des recettes et des dépenses.

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses. — RAMINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
	TITRE IV. — Recettes et dépenses pour ordre.	
	TITRE I. — Fonds de tiers	
	CHAPITRE PREMIER.	
	<i>Fonds de tiers déposés au Trésor et dont le remboursement a lieu à l'intervention du Ministre des Finances.</i>	
1	Cautionnements versés en numéraire dans les caisses du Trésor par les comptables de l'Etat, les receveurs communaux et les receveurs des hospices et des bureaux de bienfaisance, pour sûreté de leur gestion, et par des contribuables, négociants ou commissionnaires, en garantie du paiement de droits de douane, d'accise, etc.	9,000,000 »
2	Cautionnements versés en numéraire par les entrepreneurs, adjudicataires, concessionnaires de travaux publics, et par les agents commerciaux.	5,000,000 »
3	Cautionnements versés en numéraire en exécution de la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail	250,000 »
4	Cautionnements versés en numéraire par des remplaçants (lois du 5 juin 1870 et du 18 septembre 1873).	265,000 »
5	Fonds spécial de rémunération des miliciens (lois du 3 juin 1870 et du 5 avril 1875).	100,000 »
6	Fonds de prévision monétaire (loi du 17 mai 1846, art. 2, et loi du 19 mai 1898) et fonds spécial de réserve (Convention monétaire du 4 novembre 1908, approuvée par la loi du 13 mars 1909.)	18,000,000 »
7	Fonds spécial de prévision monétaire	17,000,000 »
8	Fonds spécial des dotations pour la constitution des pensions de vieillesse	50,000,000 »
9	Fonds de garantie institué par l'article 20 de la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail	100,000 »
	Versements faits directement dans la caisse de l'Etat	7,000,000
10	Fonds provinciaux Impôts recouvrés par les comptables de l'Administration des contributions directes et du cadastre, déduction faite des frais de perception	95,000,000
	Revenus recouvrés par les comptables de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, déduction faite des frais de perception	250,000 »
11	Fonds commun. — Versements faits par les communes dans la caisse de l'Etat	8,000,000 »
12	Fonds communal institué par la loi du 18 juillet 1860	74,683,150 »
13	Réserve du fonds communal (art. 2 de la loi du 20 décembre 1882).	680,000 »
14	Fonds spécial des communes institué par la loi du 19 août 1889.	19,210,000 »
15	Fonds locaux. — Versements faits par les communes pour être affectés par l'autorité provinciale à des dépenses locales	3,000,000 »

TABEL XX. — Ramingen der ontvangsten en der uitgaven.

RECETTES — ONTVANGSTEN	DÉPENSES — UITGAVEN	AANWIJZING DER DIENSTEN.	Nummers der artikelen.
TITEL IV. — Ontvangsten en uitgaven voor order.			
TITEL I. — GELDEN VAN DERDE PERSONEN.			
HOOFDSTUK I.			
		<i>Gelden van derde personen in den Staatsschat nedergelegd en wier terugbetaling plaats heeft door tusschenkomst van den Minister van Financiën.</i>	
4,672,282 56	3,792,406 56	Borgtochten in geld gestort in de kassen van den Staatsschat door de rekenplichtigen van Staat, de gemeenteontvangers en de ontvangers der godshuizen en der wel-dadigheidsbureelen, tot zekerheid van hun beheer, en door belastingschuldigen, handelaars of commissioneerissen, tot waarborg der betaling van tol-, accijns-rechten, enz.	1
11,996,738 17	12,231,418 26	Borgtochten in geld gestord door de aannemers, aanbesteders, concessionarissen van openbare werken, en door de handelsagenten.	2
"	250,000 "	Borgtochten in geld gestort wegens uitvoering der wet van 24 December 1903 op de arbeidsongevallen	3
2,963 13	"	Borgtochten in geld gestort door plaatsvervangers (wetten van 3 Juni 1870 en 18 September 1873).	4
3,752 44	"	Bijzonder vergeldingsfonds der miliciens (wetten van 5 Juni 1870 en 5 April 1875).	5
15,360,966 11	5,810,976 14	Voorzieningfonds van het Muntwezen (wel van 17 Mei 1886, art. 2, en wel van 19 Mei 1898) en bijzonder reservefonds (Muntovereenkomst van 4 November 1908, goedgekeurd door de wet van 15 Maart 1909).	6
"	"	Bijzonder voorzieningfonds van het Muntwezen	7
2,316 45	48,919,663 84	Bijzonder fonds der dotatiën voor de instelling van ouderdomspensioenen	8
387,932 86	231,764 86	Waarborgfonds ingericht bij artikel 20 der wet van 24 December 1903 op de arbeidsongevallen.	9
		Rechtstreeks in de Staatskas gedane stortingen	7,000,000 "
		Belastingen geïnd door de rekenplichtigen van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, en van het cadaster na aftrek van de inningkosten	95,000,000 "
		Inkomsten geïnd door de rekenplichtigen van het bestuur der registratie en domeinen, na aftrek der inningkosten.	250,000 "
18,119,421 86	14,030,537 14	Gemeenfonds. — Stortingen door de gemeenten in den Staatsschat gedaan	11
184,077,798 94	168,284,762 63	Gemeenteontfonds ingesteld door de wet van 18 Juli 1860.	12
688,210 07	1,451,905 03	Reserve van het gemeentefonds (art. 2 der wet van 20 December 1862).	13
21,001,972 39	42,070,386 26	Bijzondervonds der gemeenten ingesteld door de wet van 10 Augustus 1889	14
5,097,961 60	2,801,582 31	Plaatselijke gelden. — Stortingen gedaan door de gemeenten om, door de provinciale overheid, besteed te worden aan plaatselijke uitgaven	15

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses. — RAMINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
16	Dépôts effectués chez les receveurs des contributions directes pour le compte de la Caisse générale d'épargne et de retraite	6,000,000 »
17	Versements effectués chez les receveurs des contributions par les trésoriers des succursales de la Caisse générale d'épargne et de retraite	300,000 »
18	Dépôts effectués chez les receveurs de l'enregistrement et des domaines pour le compte de la Caisse générale d'épargne et de retraite	150,000 »
19	Remboursements de prêts agricoles faits par la Caisse générale d'épargne et de retraite.	600,000 »
20	Versements et remboursements effectués dans les bureaux des postes pour le compte de la Caisse générale d'épargne et de retraite et de la Caisse d'assurances	486,900,000 »
21	Caisse de retraite instituée par la loi du 16 mars 1865.	6,000,000 »
22	Caisse des veuves et orphelins du Département des Finances	2,000,000 »
23	— — — — — des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	4,000,000 »
24	— — — — — de l'Intérieur	1,000,000 »
25	— — — — — des Affaires Étrangères.	200,000 »
26	— — — — — de la Justice	800,000 »
27	— — — — — des Colonies	200,000 »
28	— — — — — des professeurs, fonctionnaires et employés de l'ordre administratif et enseignant de l'Administration de l'Instruction publique	800,000 »
29	— — — — — des professeurs et instituteurs communaux	3,000,000 »
30	— — — — — de l'ordre judiciaire	700,000 »
31	— — — — — des officiers de l'armée	1,600,000 »
32	Caisse de prévoyance des pilotes et autres agents de la marine	300,000 »
33	Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux	550,000 »
34	Masse d'habillement de l'administration des chemins de fer de l'Etat	1,700,000 »
35	Caisse de remplacement par le Département de la Défense nationale	4,000,000 »
36	Caisse de retraite et de secours des ouvriers du chemin de fer	10,000,000 »
37	Caisse des veuves et orphelins des agents des établissements de bienfaisance et d'aliénés.	50,000 »
38	Caisse d'assurance et de retraite des fonctionnaires et employés repris du Grand Central Belge.	300,000 »
39	Recettes effectuées par l'Administration des Chemins de fer de l'Etat pour le compte d'administrations en relations de service mixte et international ainsi que des sociétés concessionnaires. Restitutions au budget pour ordre comme valeurs de remplacement. Recettes correspondante à la quote-part due par la Belgique dans le loyer des lignes grands-ducales	57,000,000 »
40	Recettes effectuées par l'administration des postes pour le compte des administrations postales étrangères avec lesquelles elle est en relation. Profits et pertes résultant des remboursements effectués	10,000,000. »

RECETTES — ONTVANGSTEN	DÉPENSES — UITCAVEN	AANWIJZING DER DIENSTEN.			Nummers der artikelen.
28.810,999 42	28.445,763 43	Nederleggingen gedaan bij de ontvangers der rechtstreeksche belastingen voor rekening der Algemeene Spaar- en Lijfrentkas.			16
559,693 80	608 708 58	Stortingen gedaan bij de ontvangers der belastingen door de schatmeesters der sucursalen van de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas.			17
290 »	»	Nederleggingen gedaan bij de ontvangers der registratie en domeinen, voor rekening van de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas.			18
882,476 79	885 593 94	Terugbetalingen van leningen aan den landbouw gedaan door de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas.			19
861,664,954 37	861.980,572 98	Stortingen en terugbetalingen gedaan in de postbureelen, voor rekening van de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas en de Verzekeringskas.			20
9.143,345 67	9.878,185 36	Lijfrentkas ingesteld door de wet van 16 Maart 1863			21
8.446,922 38	5.440.818 21	Kas der weduwen en weezzen van het Departement van Financiën.			22
23.649,769 44	16.673.972 47	— — —		Spoorwegen, Zee- wezen, Posterijen en Telegra- fen	23
3.646,755 82	3.947,371 22	— — —		Binnenlandsche Zaken	24
633,936 35	405,088 76	— — —		Buitenlandsche Zaken	25
2.942,111 14	4.390,259 07	— — —		Justitie	26
507,752 20	478.291 07	— — —		Kolonien	27
3.143,649 22	2.731,782 70	— — —	der professoren, ambtenaars en beambten der besturende en onderwijzende orde van het Bestuur van het openbaar onderwijs.		28
5.137,816 52	7.001.833 65	— — —	der gemeenteprofessoren en -onderwijzers.		29
2.556,479 58	3.989,024 12	— — —	der rechterlijke orde		30
6.481,329 35	4.046.643 62	— — —	der officieren van het leger		31
590,274 11	2.067,861 »	Voorzieningfonds der looden en andere agenten van het Zeewezen.			32
4.570,415 84	1.926.442 94	Centraal voorzieningfonds der gemeente-secretarissen			33
47.774 43	1.549.837 95	Kleedingsfonds van het Bestuur der Staatsspoorwegen			34
4.252,400 52	5.048.792 92	Fonds voor plaatsvervanging door het Departement van Landsverdediging			35
50.941,825 51	42.413.905 54	Pensioen- en hulpfonds der werklieden van den spoorweg			36
140,285 20	138.026 06	Kas van weduwen en weezzen der agenten van weldadigheids- en krankzinnigen- gestichten.			37
2.079,539 96	1.870.346 45	Verzekerings- en lijfrentfonds der van den Grand Central Belge overgenomen ambtenaren en beambten.			38
30.524,695 »	30.510.390 76	Ontvangsten gedaan door het Bestuur van Staatsspoorwegen voor rekening van andere beheeren in gemeend en internationaal verkeer, alsmede van vergunning- houdende maatschappijen. Teruggaven aan de begrooting voor order, als weder te beleggen geldwaarden. Ontvangst overeenstemmende met het aandeel door België verschuldigd in den huurprijs der groot-hertogelijke lijnen			39
584,836 62	7.058.938 51	Ontvangsten door het bestuur der Posterijen gedaan voor rekening der vreemde postbesturen waarmede het in betrekking is. Winsten en verliezen voortvloeiende uit gedaane uitkeeringen.			40

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses.	— RAMINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
		—	
41	Recettes effectuées par l'administration des Télégraphes pour le compte des offices télégraphiques avec lesquels elle est en relation	6,300,000 »	
42	Fonds pour l'encouragement du service militaire	12,000 »	
43	Fonds de toute autre nature versés dans les caisses du Trésor public pour le compte de tiers	5,000,000 »	
44	Créances sur les ressortissants allemands recouvrées par l'Office belge de Vérification et de Compensation (art. 256 du Traité de Versailles).	10,000,000 »	
45	Transport de correspondances internationales par la voie aérienne, par la Compagnie des wagons-lits et par les compagnies de navigation avec lesquelles le Gouvernement n'a pas de contrat.	25,000 »	
46	Remise des correspondances par express	60,000 »	
47	Fonds disponibles des établissements de bienfaisance et d'aliénés.	200,000 »	
»	Caisse des veuves et orphelins des militaires de la guerre subalterne	»	
48	Bureau international pour la publication des tarifs douaniers	126,000 »	
49	Fonds de prévoyance destiné à assurer une pension de retraite aux agents du Bureau international des tarifs douaniers.	13,000 »	
50	Paiements de la Caisse des dépôts et consignations pour le compte de la Caisse d'épargne.	5,000,000 »	
51	Bureau spécial institué en exécution de l'article 82 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles (répression de la traite des esclaves).	6,000 »	
52	Bureau permanent institué en exécution de la Convention de Bruxelles du 5 mars 1902, relative au régime des sucre.	34,000 »	
53	Fonds disponibles de l'École de médecine vétérinaire de l'Etat et des Instituts agronomiques de l'Etat, à Gembloux et à Gand	75,000 »	
54	Masse d'habillement et d'équipement des employés de la douane	800,000 »	
55	Masse d'habillement des employés de l'Administration des Eaux et Forêts	50,000 »	
56	Fonds spécial des volontaires de réserve (arrêté royal du 10 octobre 1904)	50,000 »	
57	Congo belge.	100,000 000 »	
58	Caisse d'assurance et de retraite des fonctionnaires et employés repris de la Société anonyme des chemins de fer de la Flandre occidentale	100,000 »	
59	Fondation Georges Montefiore Levi (arrêté royal du 27 novembre 1909)	20,000 »	
60	Fondation Emile Harzé (arrêté royal du 30 mai 1911).	2,000 »	
61	Fonds provenant du legs Heuschling instituant un prix quinquennal de statistique (arrêté royal du 24 juillet 1885).	1,500 »	
62	Fondation Emile Jonniaux (arrêté royal du 5 octobre 1888)	500 »	
63	Fondation d'un prix dit de la « Belgica » à donner par la Classe des sciences de l'Académie royale de Belgique (arrêté royal du 20 mars 1904)	1,500 »	
64	Donation André Carnegie « Fonds des Héros »	150,000 »	
65	Fondation Baron Janssen (arrêté royal du 20 mars 1912)	1,500 »	

RECETTES — ONTVANGSTEN	DÉPENSES — UITGAVEN	AANWIJZING DER DIENSTEN.	Nummers der artikelen.
10,898,020 79	14,623,807 49	Ontvangsten door het bestuur der Telegraaf gedaan voor rekening van vreemde telegraafdiensten waarmede het in betrekking is.	41
14,760 »	9,431 »	Fonds ter aanmoediging van den krijgsdienst	42
4,145,548,608 38	977,573,067 02	Gelden van allen anderen aard in de kassen van den Staatschat gestort voor rekening van derde personen.	43
130,559,615 44	63,746,177 91	Schuldborderingen ten laste van Duitsche onderhoorigen ingevorderd door den Belgischen Dienst van verificatie en compensatie (art. 236 van het Verdrag van Versailles)	44
8,699 90	10,236 55	Vervoer van internationale briefwisseling door lucht middelen, door de « Compagnie des wagons-lits », en door de maatschappijen voor zeevaart waarmede de Regeering geene overeenkomst heeft getroffen.	45
23,029 37	38,153 09	Bestelling der briefwisseling bij expreshode	46
»	»	Beschikbare gelden der weldadigheids- en krankzinnengestichten	47
7,000,000 »	»	Kas voor weduwen en weezzen der militairen van minderen rang	»
393,788 82	357,525 27	Internationaal bureel voor de uitgave der tolarieven	48
13,593 08	8,495 61	Voorzorgsfonds bestemd om aan de agenten van het Internationaal Bureel der tolarieven een rustpensioen te verzekeren.	49
13,020,450 »	13,020,450 »	Betalingen door de Kas van nederleggingen en bewaargevingen voor rekening der Spaarkas.	50
»	»	Bijzonder bureel ingericht in uitvoering van artikel 82 van de Algemeene Akte der Conferentie van Brussel (beteugeling van den slavenhandel).	51
46,199 57	1,500 »	Bestendig Bureel opgericht in uitvoering der Conventie van Brussel in dato 5 Maart 1902, betreffende de behandeling van de suiker.	52
82,000 »	24,435 25	Beschikbare gelden van s Rijks Vecartseuijschool en der Landbouwinstituten van den Staat te Gembloux en te Gent	53
665,541 96	636,541 65	Kleeding- en uitrustingfonds der tolbeamten.	54
52,976 »	58,176 »	Kleedingfonds der beamten van het Beheer der Wateren en Bosschen	55
8,706 81	101,700 30	Bijzonder fonds der reservevrijwilligers (koninklijk besluit van 10 October 1904)	56
24,418,594 90	28,023,954 60	Belgische Congo	57
442,365 07	162,319 73	Verzekerings- en lijfrentefonds der van de Naamlooze Vennootschap der spoorwegen van West Vlaanderen overgenomen ambtenaren en beamten.	58
12,449 43	12,723 83	Stichting Georges Montefiore Levi (koninklijk besluit van 27 November 1909).	59
2,081 56	2,131 22	Stichting Emiel Harzé (koninklijk besluit van 30 Mei 1911)	60
1,634 64	1,657 04	Fonds voortkomende van het legaat Heuschling waarbij een vijfjarige prijs voor statistiek wordt ingesteld (koninklijk besluit van 24 Juli 1853).	61
745 70	745 70	Stichting Emiel Jonniau (koninklijk besluit van 5 October 1888).	62
1,897 77	1,890 20	Stichting van eenen prijs genaamd « La Belgica » te begeven door de Klasse van wetenschappen der koninklijke Academie van België (koninklijk besluit van 20 Maart 1904).	63
376,804 20	553,050 94	Schenking André Carnegie « Heldenfonds »	64
11,331 25	11,365 20	Stichting Baron Janssen (koninklijk besluit van 20 Maart 1912)	65

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses. — RAMINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
66	Fondation d'un prix dit « Prix Carton de Wiart » (arrêté royal du 15 octobre 1913)	200 »
67	Fondation Stas et Bourgeois pour l'institution de prix au Conservatoire royal de musique de Bruxelles (arrêté royal du 14 novembre 1919)	4,000 »
68	Légs Georges Crombez (arrêté royal du 18 août 1919)	2,500,000 »
69	Fonds provenant du legs A. Venet instituant un prix bisannuel de piano au Conservatoire royal de musique, à Bruxelles, sous le nom de « Prix Venet de Vooght » (arrêté royal du 9 mai 1919)	1,000 »
70	Fondation d'un prix annuel de violon dit : « Prix Adolphe Canler » au Conservatoire royal de musique de Bruxelles (arrêté royal du 18 novembre 1920)	4,000 »
71	Fondation Adolphe Bastin (arrêté royal du 13 juillet 1914)	300 »
72	Fondation d'un prix dit : « Prix Marie Errera » au Conservatoire royal de musique de Bruxelles (arrêté royal du 10 février 1920)	2,000 »
73	Fondation Albert De Vleeshouwer pour l'institution de prix au Conservatoire royal flamand de musique d'Anvers (arrêté royal du 19 septembre 1914)	1,200 »
»	Fondation d'un prix dit « Prix Émile Agnies »	»
»	Dotation des combattants	»
»	Fondation d'un prix dit « Prix Mathilde Canler »	»
74	Fonds du Roi Albert (arrêté royal du 23 septembre 1910)	100,000 »
75	Frais d'encaissement des impôts par quittance postale.	20,000 »
76	Sommes versées au profit de militaires belges en campagne.	625,000 »
77	Fonds trouvés en possession des militaires tués à l'ennemi	75,000 »
78	Fonds de report pour les sucrex.	6,000,000 »
79	Taxe d'exportation des sucrex	2,500,000 »
»	Taxe de compensation sur les alcools	»
CHAPITRE II.		
<i>Fonds de tiers déposés au Trésor et dont le remboursement a lieu directement par les comptables qui en ont opéré la recette.</i>		
Ministère des Finances.		
<i>Administrations des contributions directes, douanes et accises.</i>		
80	Répartition du produit des amendes, saisies et confiscations en matière de contributions directes, douanes et d'accises (caisse du contentieux)	2,000,000 »
81	Fonds réservé dans le produit des amendes, saisies, confiscations et préemptions . . .	1,500,000 »
82	Impôts et produits recouvrés au profit des communes	180,000,000 »

RECETTES — ONTVANGSTEN	DÉPENSES — UITGAVEN	AANWIJZING DER DIENSTEN.	Nummers der artikelen.
258 72	238 »	Stichting van eenen prijs genaamd « Prijs Carton de Wiart » (koninklijk besluit van 15 october 1915).	66
1,055 46	1,032 88	Stichting Stas en Bourgeois waarbij prijzen worden ingesteld bij het Koninklijk muziekconservatorium te Brussel (koninklijk besluit van 14 November 1919.)	67
2,492,971 85	950,000 »	Legaat Georges Crombez (koninklijk besluit 18 Augustus 1919.)	68
1,580 05	1,523 31	Fonds voortkomende van het legaat A Venet waarbij een tweearige prijs voor piano wordt ingesteld bij het Koninklijk muziekconservatorium te Brussel, onder den naam « Prijs Venet de Vooght » (koninklijk besluit van 9 Mei 1919).	69
1,500 »	»	Stichting van eenen jaarlijkschen prijs voor viool, gezegd « Prijs Adolf Canler » bij het Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel (koninklijk besluit van 18 November 1920).	70
294 »	294 »	Stichting Adolphe Bastin (koninklijk besluit van 13 Juli 1914.)	71
2,000 »	»	Stichting van eenen prijs genaamd « Prijs Marie Errera » bij het Koninklijk muziekconservatorium van Brussel (koninklijk besluit van 10 Februari 1920.)	72
1,283 31	1,302 08	Stichting Albert De Vleeshouwer voor eenen prijs bij het vlaamsch Koninklijk muziekconservatorium van Antwerpen (koninklijk besluit van 19 September 1914.)	73
2,241 »	2,183 60		»
25,494,896 23	5,472,335 50		»
1,500 »	»		»
4,131,022 57	4,053,706 27	Koning Albert Fonds (koninklijk besluit van 23 September 1916)	74
1 70	82 50	Kosten van incassering der belastingen door postquitantie	75
»	»	Sommen gestort ten voordeele van Belgische te vrede zijnde strijdsters	76
»	58,983 48	Gelden in 't bezit gevonden van strijdsters voor den vijand gevatten.	77
9,661,399 74	11,451,411 04	Transportfonds voor de suiker	78
1,099,890 51	2,306,755 81	Uitvoertaks voor de suiker	79
10,748,904,27	3,176,498 48		»
HOOFDSTUK II.			
<i>Door derde personen in den Staatsschat nedergelegde fondsen wier terugbetaling rechtstreeks geschiedt door de rekenplichtigen die dezelve ontvangen hebben.</i>			
Ministerie van Financiën.			
<i>Bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnsen.</i>			
5,739,699 51	5,144,344 06	Verdeeling van de opbrengst der boeten, beslagleggingen en verbeurdverklaringen in zake van rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnsen (kas der betwistbare zaken).	80
2,955,723 55	261,926 60	Fonds voorbehouden in de opbrengst der boeten, beslagleggingen, verbeurdverklaringen en benaderingen.	81
182,475,699 79	61,994,155 59	Belastingen en opbrengsten ingevorderd ten bate der gemeenten	82

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses. — RAMINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
83	Sommes versées pour garantie de droits et d'amendes éventuellement dus	4,500,000 »
84	Frais payés aux commissaires spéciaux (art. 88 de la loi communale).	2,000 »
85	Taxes payées anticipativement sur les automobiles, les spectacles, etc	50,000 »
	<i>Administration de l'enregistrement et des domaines.</i>	
86	Successions de militaires morts au cours de la guerre	250,000 »
87	Amendes diverses et autres recettes soumises ou non soumises aux frais de régie	5,000,000 »
88	Amendes et frais de justice en matière forestière	10,000 »
89	Consignations de toute nature	25,000,000 »
	<i>Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.</i>	
	<i>A. — Administration des chemins de fer.</i>	
90	Encaissement et paiement pour le compte de tiers du chef de transport de marchandises (déboursés et remboursements)	370,000,000 »
91	Prix de transport perçus et afférents aux parcours effectués sur les chemins de fer dont les gares ne sont pas en relation directe, bien qu'étant tarifées avec celles du chemin de fer de l'État (ports au delà)	170,000 »
92	Comptes pour ordre	20,000,000 »
93	Garanties versées par les abonnés au chemin de fer	2,100,000 »
	<i>B. — Administration de la Marine.</i>	
94	Remboursement des droits de pilotage à l'Administration néerlandaise	60,000 »
	<i>C. — Administration des Postes.</i>	
95	Encaissement et paiement des effets de commerce	500,000,000 »
96	Encaissement et paiement de quittances pour compte de tiers	600,000,000 »
97	Fonds confiés à la poste et rendus payable sur mandats et bons de poste ou convertis en virements internationaux	450,000,000 »
98	Abonnements-poste aux journaux payés aux éditeurs	9,000,000 »
99	Encaissement et paiement de coupons	300,000 »
100	Recettes effectuées par l'Administration des Postes pour le service des chèques et virements	4,500,000,000 »
	<i>D. — Administration des Télégraphes.</i>	
101	Provisions versées en garantie du paiement des taxes télégraphiques et téléphoniques	400,000 »

RECETTES — ONTVANGSTEN	DÉPENSES — UITGAVEN	AANWIJZING DER DIENSTEN.	Nummers der artikelen.
50,605,341 91	35,783,655 31	Sommen gestort tot waarborg van in voortkomend geval verschuldigde rechten en boeten	83
2,971 40	3,002 20	Kosten betaald aan de bijzondere commissarissen (art. 88 der gemeentewet)	84
1,224,549 90	154,787 94	Voorafbetaalde taksen op de automobielen, vertooningen, enz.	85
		<i>Bestuur der registratie en domeinen.</i>	
908,977 99	42,934 16	Nalatenschappen van militairen overleden tijdens den oorlog	86
6,575,761 61	2,382,426 48	Onderscheidene boeten en andere ontvangsten onderworpen of niet onderworpen aan regiekosten.	87
14,565 22	15,254 02	Boeten en gerechtskosten in zake boschwezen.	88
17,625,649 75	24,480,315 98	Consignatiën van allen aard.	89
		<i>Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen</i>	
		A. — <i>Bestuur der Spoorwegen.</i>	
436,476,812 79	436,476,812 79	Inning en uitbetaling voor rekening van derden, wegens vervoer van goederen (voorschotten en terugbetalingen).	90
"	"	Ontvangen vervoerprijzen betreffende den afstand afgelegd op de spoorwegen wier standplaatsen niet in rechtstrekhs verkeer zijn alhoewel getarifeerd zijnde niet die van den Staatsspoorweg (verdere vervoerprijzen).	91
32,190,869 63	32,190,869 63	Rekeningen voor order	92
284,064 "	284,064 "	Waarborgen gestort door de gebonneerde aan den spoorweg	93
		B. — <i>Bestuur der Zeewezen</i>	
65,300 03	65,300 03	Uitkeering der loodsrechten aan het Nederlandsch Bestuur	94
		C. — <i>Bestuur der Posterijen.</i>	
320,953,393 43	323,435,291 35	Inning en uitbetaling van handels effecten	95
222,744,306 29	225,683,304 52	Inning en uitbetaling van kwitantien voor rekening van derden.	96
324,816,643 87	311,429,892 34	Gelden aan de Post toeovertrouwd en betaalbaar gemaakt door postwissels en postbewijzen of omgezet in internationale omschrijvingen.	97
13,800,876 07	12,925,205 48	Postabonnementen op de nieuwsbladen betaald aan de uitgevers	98
411,582 99	412,887 55	Inning en uitbetaling van interestkoopons	99
27,935,545,978 46	27,598,091,298 02	Ontvangst van het Bestuur der Posterijen voor den dienst der checks en omschrijvingen.	100
		D. — <i>Bestuur der Telegrafen.</i>	
1,201,704 60	356,375 85	Voorraadsom gestort tot waarborg der betaling van de telegraaf- en telefoon taxes	101

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses. — RAMINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
	Ministère de la Justice.	
102	Masses des détenus (Administration des Prisons)	1,000,000 »
103	Colonies agricoles de bienfaisance, dépôts de mendicité et maisons de refuge de l'État	3,000,000 »
104	Colonies et asiles d'aliénés de l'État	1,800,000 »
105	Institution royale de Messines	40,000 »
	Ministère de l'Agriculture.	
106	Rétributions payées par les élèves de l'École de médecine vétérinaire de l'État et des Instituts agronomiques de l'Etat, à Gembloux et à Gand	75,000 »
	Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.	
107	Service des vivres indigènes	100,000,000 »
108	Services commerciaux	50,000,000 »
109	Service frigorifique	20,000,000 »
	TITRE II. — DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES, SOUMISES AU VISA PRÉALABLE DE LA COUR DES COMPTES.	
	CHAPITRE PREMIER.	
	<i>Subsides : Parts contributives de tiers dans la dépense de travaux publics.</i>	
110	Subsides offerts à l'État pour travaux d'utilité publique	1,260,000 »
111	— — construction de routes	300,000 »
112	— — entretien et amélioration des routes	10 000 »
113	— — — — bâtiments civils	10 000 »
114	Subsides offerts à l'État pour entretien et amélioration des canaux et rivières, passages d'eau et dépendances	400,000 »
115	Entretien et amélioration des ports, côtes, phares, sasaux	100,000 »
116	Intervention de tiers dans les dépenses de premier établissement, d'extension ou de parachèvement de chemins de fer	300,000 »
117	Frais de construction d'une nouvelle église et d'un presbytère pour la paroisse Saint-Martin, à Arlon.ameublement de l'église	50,000 »
118	Intervention de la ville de Gand dans les dépenses relatives à l'amélioration du casernement	396 300 »
119	Subsides offerts à l'État pour entretien et amélioration des prisons	14,000 »
120	Part d'intervention des villes de Liège et de Gand dans la construction d'instituts universitaires	50,000 »

RECETTES — ONTVANGSTEN	DÉPENSES — UITGAVEN	AANWIJZING DER DIENSTEN.	Nummers der artikelen.
		Ministerie van Justitie.	
2 570,965 31	2,497,393 11	Fonds der gevangenen (Bestuur der Gevangenissen)	102
5,012,817 42	5 053,748 89	Landbouwkoloniën van weldadigheid, bedelaarsgestichten en toevluchtshuizen van den Staat.	103
5,306,857 97	6,287,241 87	Koloniën en zinelloosgestichten van den Staat	104
4,522,799 71	4,306,400 72	Koninklijk Instituut van Meessen	105
		Ministerie van Landbouw	
153,257 05	183,362 55	Kostgeld betaald door de leerlingen van 's Rijks Veeartsenijschool en van de Landbouwinstituten van den Staat, te Gemblloers en te Gent.	106
		Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.	
»	»	Diens der inlandsche levensmiddelen	107
»	»	Handelsdiensten	108
»	»	Dienst voor vleeschverduurzaming door de koude.	109
		TITEL II. — UITGAVEN OP BIZONDERE MIDDENLEN AAN HET VOORAFGAAND VISA VAN HET REKENINGH Onderworpen.	
		HOOFDSTUK I.	
		<i>Toelagen : Bijdragen van derden in de uitgaven voor openbare werken.</i>	
4,722 98	199 483 65	Toelagen den Staat aangeboden voor werken van openbaar nut	110
399,583 94	15,420 89	— — het aanleggen van wegen	111
27,647 72	15,304 97	— — onderhoud en verbetering der wegen	112
34,785 95	42,250 70	— — — — burgerlijke gebouwen	113
1,535,942 67	383,393 02	Toelagen den Staat aangeboden voor onderhoud en verbetering der vaarten, rivieren, overzetbooten en aanhoorigheden	114
169,985 28	43,029 28	Onderhoud en verbetering der havens, knsten, vuurtorens en scinvuren	115
2,285,070 22	292 141 48	Bijdragen van derden in de uitgaven van eerste aanleg, van uitbreiding of van voltrekking van spoorwegen.	116
»	»	Bouwkosten van een nieuwe kerk en van een pastoerij voor de parochie van Sint-Marten, te Aarlen. Meubilering van de kerk.	117
»	75,000 »	Bijdrage der stad Gent tot de uitgaven betrekkelijk de verbetering der kazernes.	118
»	»	Toelagen den Staat aangeboden voor onderhoud en verbetering der gevangenissen.	119
35,466 25	»	Aandeel der steden Luik en Gent in den bouw van universiteitsinrichtingen . . .	120

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses. — RAMINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
	CHAPITRE II.	
	<i>Fonds de remplacement : Vente ou cession de vieux matériaux et objets hors d'usage; vente d'objets divers; remboursement d'avances budgétaires; taxes, redevances et droits divers.</i>	
	Ministère de l'Intérieur.	
121	Produit des taxes d'expertise des viandes. Produit des examens pour l'obtention du certificat d'expert des viandes; prélèvements et analyse d'échantillons.	75,000 »
122	Service sanitaire des ports de mer et des frontières : produit des patentnes de santé et des droits sanitaires	100,000 »
123	Produit des institutions hospitalières et services de désinfection ressortissant à l'Administration du service de santé et de l'hygiène	100,000 »
	Ministère des Affaires Économiques.	
124	Vente et remplacement de matériaux de construction, de charbons, etc., aux entrepreneurs et fournisseurs adjudicataires	60,000,000 »
125	Vente et remplacement de matériel roulant, de voies Decauville, de pièces de rechange, d'essences, d'huiles, de pneus et bandages, etc.	5,000,000 »
126	Produit d'exploitation du matériel de transports	9,000,000 »
	Ministère de l'Agriculture.	
127	Inspection sanitaire des animaux domestiques importés dans le pays. — Produit des droits de contrôle. Service de la surveillance sanitaire à la frontière	200,000 »
128	École moyenne pratique d'horticulture de l'État, à Gand. Subsides. Produit des ventes. Recettes diverses	1,500 »
129	École moyenne pratique d'horticulture de l'État, à Vilvorde. Subsides. Produit des ventes. Recettes diverses	30,000 »
130	École moyenne pratique d'agriculture de l'État, à Huy. Subsides. Produit des ventes. Recettes diverses	5,000 »
131	Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole de l'État, à Laeken. Subsides. Produit des ventes. Recettes diverses	20,000 »
132	Administration de la voirie communale. Remboursements d'avances faites en vue de l'extension et de l'amélioration de la voirie communale. de l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables et des terrains sanguins	40,000 »
	Ministère des Travaux publics.	
133	Remboursement d'avances faites par l'Administration des ponts et chaussées pour le renflouement ou la destruction de bateaux sombrés et pour réparations d'avaries occasionnées aux ouvrages des ports ou des voies navigables	20,000 »

RECETTES — ONTVANGSTEN	DÉPENSES — UITGAVEN	AANWIJZING DER DIENSTEN.	Nummers der artikelen.
		HOOFDSTUK II.	
		<i>Weder te beleggen gelden : Verkoop of overlating van oude materialen en buiten gebruik geraakte voorwerpen; verkoop van onderscheidene voorwerpen; terugbetaling van tot de begrooting behoorende voorschotten; taxen, cijns en rechten van verschillenden aard.</i>	
		Ministerie van Binnenlandsche Zaken.	
136,033 85	83,774 43	Opbrengst der waardeertaxes van het vleesch. Opbrengst der examens voor het bekomen der getuigschriften van inspecteurs-deskundigen van het vleesch; nemen en ontleden van stalen.	121
261,724 74	92,836 05	Gezondheidsdienst der zeehaven en grenzen: opbrengst der gezondheidspatenten en der gezondheidsrechten.	122
207,778 22	47,302 65	Opbrengst der gastvrije inrichtingen en der ontsmettingsdienste afhangende van het beheer van den gezondheidsdienst	123
		Ministerie van Oeconomische Zaken.	
21,022,845 74	407,472 57	Verkoop en verbruik van bouwmaterialen, kolen, enz., aan aanbestedingsaannemers en -leveraars.	124
68,342 07	» »	Verkoop en verbruik van rollend materieel, Decauvillesporen, vervangingsstukken, vluchtlige oliën, olieën, luchtbanden en wielbanden.	125
4,193,734 90	» »	Uitbatingsopbrengst van het materieel voor het vervoer	126
		Ministerie van Landbouw.	
944,207 47	376,463 40	Gezondheidsinspectie der huisdieren bij den invoer in het land. — Opbrengst der controlrechten. Dienst voor het gezondheidstoezicht aan de grenzen	127
5,035 08	2,720 36	Staatsmiddelbare school van toegepasten tuinbouw, te Gent. Toelagen. Opbrengst der verkoopingen. Ontvangsten van verschillende aard.	128
52,150 »	47,984 75	Staatsmiddelbare school van toegepasten tuinbouw, te Vilvoorde. Toelagen. Opbrengst der verkoopingen. Ontvangsten van verschillende aard.	129
6,577 »	9,778 58	Staatsmiddelbare school van toegepasten landbouw, te Hoei. Toelagen. Opbrengst der verkoopingen. Ontvangsten van verschillende aard.	130
24,926 »	14,000 »	Hooger normaal Instituut voor landbouwhuishoudkunde van den Staat, te Laeken. Toelagen. Opbrengst van de verkoopingen Verschillende ontvangsten.	131
» »	» »	Beheer der gemeentewegen. Terugbetalingen van voorschotten gedaan voor de uitbreiding en de verbetering der gemeentewegen, de verbetering der niet bevaarbare noch vlotbare waterlopen en moddergronden	132
		Ministerie van Openbare Werken.	
52,619 60	58,468 43	Terugbetaling van voorschotten gedaan door het Bestuur van Bruggen en Wegen voor het vlijtmakien of vernietigen van gezonken schepen en voor de herstelling van beschadigingen veroorzaakt aan de bavenwerken of aan die der bevaarbare waterwegen.	133

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses. — RAMINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
134	Atelier de photographie des Ponts et Chaussées. Produit de la vente de plans, documents publications, annales, etc., affecté au paiement de fournitures, de frais de surveillance, de clichés, d'autographies, de salaires d'ouvriers temporaires	15,000 »
135	Service des automobiles, motocyclettes, bicyclettes : ventes, achats, réparations et fournitures diverses	300,000 »
Ministère des Sciences et des Arts.		
136	Droits d'inscription affectés aux dépenses des jurys chargés de la délivrance des diplômes d'instituteurs (jury central, art. 24 de la loi organique) et des certificats de capacité pour l'enseignement du dessin, de la gymnastique, des travaux manuels (écoles de garçons), de l'économie domestique et de l'agriculture (enseignement primaire)	61,000 »
137	Rente consacrée à conserver les collections léguées à l'État pour l'Université de Liège par le baron Wiltert et à augmenter les livres et gravures anciens et les livres chinois (arrêté royal du 14 mai 1903)	1,500 »
138	Légs Weber	550,000 »
139	Dotation de Mariemont	15,000 »
140	Expositions générales des beaux-arts	15,000 »
141	Produit de la vente de moulages provenant du Musée des échanges	15,000 »
142	Produit de la vente des photographies provenant des Musées des arts décoratifs et industriels	1,000 »
Ministère de l'Industrie et du Travail et du Ravitaillement.		
143	Droits d'inscription affectés aux dépenses des jurys chargés de la délivrance des certificats de capacité pour l'enseignement de l'économie domestique et des travaux de ménage dans les écoles et classes ménagères subsidiées	500 »
144	Produit des biens des unions professionnelles dissoutes (art. 16 de la loi du 31 mars 1898).	500 »
145	Exposition universelle et internationale de Gand en 1913. Subsides aux groupes et aux classes qui exposent sans but de lucre et frais de participation des Départements ministériels (convention additionnelle du 12 juillet 1912, art. 4)	100,000 »
146	Montant des dons ou legs provenant de sociétés mutualistes dissoutes (art. 29 de la loi du 23 juin 1894)	500 »
Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.		
<i>A. — ADMINISTRATION CENTRALE.</i>		
147	Secrétariat général. — Prestations diverses	15,000 »
148	Intervention de divers services dans les frais généraux des économats du département des chemins de fer	25 000 »
149	Service de presse, de publicité et de propagande	1,500,000 »

RECETTES — ONTVANGSTEN	DÉPENSES — UITGAVEN	AANWIJZING DER DIENSTEN.	Nummers der artikelen.
56,619 60	6,951 45	Werkhuis van lichtbeeldkunst der Bruggen en Wegen. Opbrengst van den verkoop van plaus, documenten, uitgaven, jaarboeken, enz., bestemd tot het betalen van benodigdheden, van kosten van toezicht, van clichés, van autographies, van dagloon van tijdelijke werklieden	134
182,705 90	121,750 78	Dienst der automobielen, motorrijwielen, rijwielen; verkoop, aankoop, herstellingen en verschillende benodigdheden.	135
		Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.	
1,630 »	4,382 »	Inschrijvingsrechten bestemd tot het dekken der kosten van de jury's belast met 't uitreiken der onderwijsersdiploma's (midden jury, art. 24 der lageronderwijswet) en der getuigschriften van bekwaamheid voor het onderricht van de teekenkunst, de lichaams-oefenkunst, de handwerken (jongensscholen), de huishoudkunde en den landbouw (lager onderwijs).	136
»	»	Rente bestemd tot behoud van de verzamelingen aan den Staat voor de Hoogeschool van Luik vermaakt door den baron Wittert, en tot vermeerdering der oude boeken en gegraveerde prenten en der chineesche boeken (koninklijk besluit van 14 Mei 1905)	137
»	265,000 »	Legaat Weber	138
»	»	Begiftiging van Mariemont	139
19 75	45 70	Algemeene tentoonstellingen voor schoone kunsten	140
490 »	11,500 »	Opbrengst van het verkoopen van vormgedaanen voortkomende van het Museum der verwisselingen	141
1,093 60	»	Opbrengst van het verkoopen van lichtbeelden voortkomende van de Museums voor versier- en nijverheidskunst.	142
		Ministerie van Arbeid en Nijverheid.	
690 »	»	Inschrijvingsrechten bestemd tot het dekken der kosten van de jury's die gelast zijn met het afgeven der bekwaamheidsgetuigschriften voor het onderricht der huishoudkunde en huishoudelijke werken in de ondersteunde huishoudscholen en -klassen.	143
1,404 58	»	Opbrengst van de goederen der ontbonden beroepsvereenigingen (art. 16 van de wet van 31 Maart 1898).	144
»	»	Algemeene Wereldtentoonstelling van Gent in 1913. Toelagen aan de groepen en klassen, die zonder winstbejag tentoonstellen, en kosten van deelneming der ministeriële Departementen (bijgevoegde overeenkomst van 12 Juli 1912, art. 4)	145
15,065 05	»	Bedrag der giften of schenkingen voortkomende van ontbonden maatschappijen van onderlingen bijstand (art. 29 der wet van 23 Juni 1894)	146
		Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.	
		<i>A. — MIDDENBENEER.</i>	
480,097 92	243,083 56	Algemeen Secretariaat. — Verschillende prestatien	147
»	47 10	Tuschenkomst van verschillende diensten in de algemeene kosten van de économats van het Departement vrn Spoorwegen.	148
4,478,283 14	4,441,260 86	Dienst der pers, der publiciteit en van de propaganda	149

Numéros des articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses. — RAMINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
	<i>B. — CHEMINS DE FER.</i>	
150	Billes, rails et accessoires, matériel fixe tenant à la voie	1.000.000 »
151	Service des voies et travaux, non compris les objets dénommés à l'article précédent	600.000 »
152	Service de la traction et du matériel	3.000.000 »
153	Service des transports	4.300.000 »
154	Services en général	300.000 »
155	Versements ayant une affectation spéciale ou concernant plusieurs services	65.000 »
	<i>C. — ADMINISTRATION DES TRANSPORTS PAR EAUX INTÉRIEURES.</i>	
156	Transport pour le compte du Ministère des Affaires économiques (charbons à livrer par l'Allemagne en exécution du Traité de paix) et opérations analogues pour compte de tiers (déboursés et remboursements)	22.000.000 »
157	Garde pour compte de tiers d'unités fluviales. (Déboursés et remboursements)	125.000 »
158	Produit de la vente de matériel déclassé, etc.	15.000.000 »
	<i>D. — SERVICE DE L'ÉLECTRICITÉ.</i>	
159	Service de l'éclairage et de transport de force par l'électricité	420.000 »
	<i>E. — MARINE.</i>	
160	Servive de la traction et du matériel	50.000 »
161	Constitution d'un fonds de garantie en faveur d'une mutualité d'assurance maritime des voiliers de pêche du littoral flamand (deux premières annuités)	150.000 »
162	Assurance contre les risques de guerre. — Règlement des affaires en litige : perte de navires, dommage directs ou indirects aux navires, compléments d'indemnité, d'assurances, etc.	50.000.000 »
	<i>F. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.</i>	
163	Services communs	10.000 »
164	Service des postes	20.000 »
165	Service des télégraphes et des téléphones.	600.000 »
	Ministère de la Défense nationale	
166	Service des établissements de fabrication de l'artillerie	20.000.000 »
167	Service de l'Institut cartographique militaire.	600.000 »
168	Service de la pharmacie centrale de l'armée	150.000 »

RECETTES — ONTVANGSTEN	DÉPENSES — UITGAVEN	AANWIJZING DER DIENSTEN.	Nummer der artikelen.
		B. — SPOORWEGEN.	
2,239,691 77	5,276,728 03	Blokken, ruggels en bijhoorigheden, vaststaande materieel der baan	150
1,866,306 43	547,792 50	Dienst der wegen en werken, niet inbegrepen de voorwerpen vermeld in voorgaand artikel	151
10,978,194 09	13,023,440 95	Trek- en materieeldienst	152
21,887 40	670,293 51	Vervoerdienst	153
1,778,658 49	995,752 25	Diensten in het algemeen.	154
30,875 25	7,040 18	Geldstortingen hebbende eenen bijzondere bestemming of betreffende verscheidene diensten	155
		C. — BEHEER VAN HET VELVOER OVER DE BINNENWATERS.	
"	"	Vervoer voor rekening van het Ministère van Economische Zaken (koleu te leveren door Duitschland in uitvoering van het Vredesverdrag) en soortgelijke bewerkingen voor rekening van derden (voorschotten en terugbetalingen).	156
"	"	Wacht, voor rekening van derden, der vaartuigen (voorschotten en terugbetalingen).	157
12,267,100 63	9,384,580 "	Ophengst van den verkoop van minderwaardig geworden materieel, enz.	158
		D. — DIENST DER ELECTRICITEIT	
362,541 08	489,493 64	Eenst van verlichting en van de overbrenging van kracht door de electriciteit.	159
		E. — ZEEWESSEN.	
138,945 04	1,004,583 85	Trek en materieeldienst	160
75,000 "	"	Vorming van een waARBORGfonds ten voordeele eener scheepvaart-verzekeringsmutualiteit van de zeilschepen voor de vischvangst der Vlaamsche kust (twee eerste annuiteiten)	161
21,693,441 38	1,783 35	Verzekering tegen oorlogsrisico's. — Regeling der zaken in geschil: verlies van schepen, rechtsreeksche en onrechtsreeksche schade aan de schepen aanvullende vergoedingen, aanvullende verzekeringen, enz.	162
		F. — POSTERIJEN EN TELEGRAPEN.	
83,591 36	12,719 77	Gemeenteschappelijke diensten	163
181,782 34	83,758 36	Postdienst	164
2,188,526 53	448,991 04	Telegraaf- en telefoondienst.	165
		Ministerie van Landsverdediging	
7,476,702 78	18,245,911 78	Dienst der werkgestichten voor de artillerie	166
697,017 48	529,422 73	Dienst van het militair Landkaartinstituut	167
668,181 71	421,581 24	Dienst der centrale apotheek van het leger.	168

Numéros des articles	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses. — RAMINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
169	Service de la remonte spéciale des officiers	1,300,000 »
170	École militaire. — Pension des élèves	144,400 »
171	Service des combustibles et matières grasses, transports et marine.	3,000,000 »
172	Service des magasins pour officiers et troupes	20.000 000 »
173	Service des organismes du génie.	2,040,000 »
174	Commission des marchandises et navires saisis	209,000 »
175	Machines et outillage des établissements d'artillerie	2,000,000 »
 Ministère des Finances		
176	Vente et remplacement d'immeubles provenant des liberalités faites à l'Etat par S. M. Léopold II (exécution des conventions approuvées par l'article 2 de la loi du 30 mars 1914)	100,000 »
 CHAPITRE III.		
 <i>Services divers.</i>		
177	Cautionnements des entrepreneurs défaillants	10,000 »
178	Reemboursement des avances faites, pour compte des provinces et des communes, dans le paiement des traitements de disponibilité, pour cause de suppression d'emploi des instituteurs communaux.	25,000 »
 CHAPITRE IV.		
 <i>Fonds spéciaux constitués au moyen de crédits inscrits au budget extraordinaire et du produit d'opérations immobilières.</i>		
179	Fonds spécial et temporaire institué par l'article 6 de la loi du 26 août 1903, pour l'exécution de la convention conclue entre l'Etat et la ville de Bruxelles en vue de la transformation du quartier de la Putterie et de ses abords	5,000,000 »
180	Fonds spécial et temporaire institué par l'article 6 de la loi du 30 mars 1906 pour les travaux de fortification du nouveau système défensif d'Anvers. Littera A	300 165 97
181	Fonds spécial et temporaire institué par l'article 6 de la loi du 30 mars 1906 pour les travaux de fortification du nouveau système défensif d'Anvers. Littera B	8.339.043 75
182	Fonds spécial et temporaire pour l'aménagement de la position fortifiée d'Anvers, institué par la loi du 5 juillet 1909	916,784 05
 TOTAL DU TABLEAU XX (RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE). fr.		
		8,330 868,343 77

RECETTES — ONTVANGSTEN	DÉPENSES — UITGAVEN	AANWIJZING DER DIENSTEN.	Nummers der artikelen.
1,022,533 41	1,109,426 »	Dienst der bijzondere paardenremonte van de officieren	169
134,503 82	100,450 84	Militaire School. — Pensioen der leerlingen	170
9,598,371 92	5,925,454 29	Dienst der brandstoffen en vette stoffen, vervoer en zeewezen	171
9,091,073 62	7,436 444 04	Dienst der magazijnen voor officieren en troepen	172
2,010,059 37	664,072 94	Dienst der lichamen van de genie	173
209,044 73	40 75	Commissie der inbeslag genomen koopwaren en schepen	174
596,839 10	30,030 »	Machinen en uitrusting der werkgestichten voor de artillerie	175
Ministerie van Financiën.			
»	»	Verkoop en wederbelegging van onroerende goederen voortkomende van begiffingen den Staat gedaan door Z. M. Leopold II (uitvoering der overeenkomsten goedgekeurd bij artikel 2 der wet van 30 Maart 1914).	176
H O O F D S T U K III.			
<i>Verscheidene diensten.</i>			
3,013 »	495 »	Borgtochten der in gebreke blijvende aannemers.	177
14,157 73	24,113 44	Terugbetalingen der voorschotlen gedaan, voor rekening der provinciën en gemeenten, tot betaling der jaarwedden van wegens ambtsafschaffing in beschikbaarheid gestelde gemeenteonderwijzers.	178
H O O F D S T U K IV.			
<i>Bijzondere fondsen gemaakt bij middel van credieten ingeschreven op de buiten-gewone begrooting en van de opbrengst van verhandelingen van roerende-of onroerende goederen.</i>			
288,425 24	109,691 43	Bijzonder en tijdelijk fonds ingesteld door artikel 6 van de wet van 26 Augustus 1903 voor de uitwerking der conventie gesloten tusschen den Staat en de stad Brussel met het oog op de verandering van de wijk der Putterij en bare toegangen.	179
»	288,636 28	Bijzonder en tijdelijk fonds ingesteld door artikel 6 van de wet van 30 Maart 1906 voor de werken van versterking van het nieuw verdedigingsstelsel van Antwerpen. Littera A.	180
»	»	Bijzonder en tijdelijk fonds ingesteld door artikel 6 van de wet van 30 Maart 1906 voor de werken van versterking van het nieuw verdedigingsstelsel van Antwerpen. Littera B.	181
»	»	Bijzonder en tijdelijk fonds ter bewapening der versterkte stelling Antwerpen ingesteld door de wet van 3 Juli 1909.	182
TOTAAL VAN TABEL XX (ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER).			